



L'histoire véridique de la conquête de la Palestine

[Revue d'études palestiniennes](#)

1998/5 N° Hors-série 1

[Institut des études palestiniennes](#)

94 pages

Sommaire

Pages 5 à 11
🕒 11 minutes

📖 Article de revue

De la révolution palestinienne de 1936 au « livre blanc » de 1939 : La Grande-Bretagne propose le partage de la Palestine puis retire sa proposition



Pages 12 à 17
🕒 9 minutes

📖 Article de revue

1939-1945: Churchill propose puis annule un nouveau plan de partage



Pages 18 à 26
🕒 14 minutes

📖 Article de revue

Pressions américaines sur les travaillistes en faveur de l'immigration juive en Palestine



Pages 27 à 34
🕒 12 minutes

📖 Article de revue

Harcelée par Truman, la Grande-Bretagne décide de porter la question de Palestine devant l'ONU



Pages 35 à 42
🕒 12 minutes

📖 Article de revue

Le comité spécial de l'ONU sur la Palestine opte pour le partage du pays



Pages 43 à 51
🕒 14 minutes

📖 Article de revue

Sous la houlette américaine, l'ONU vote la résolution de partage (septembre-29 novembre 1947)



Pages 52 à 60
🕒 14 minutes

📖 Article de revue

Face à l'extension des combats, Washington propose le remplacement du partage par une tutelle internationale (29 novembre 1947-fin mars 1948)



Pages 61 à 69
🕒 14 minutes

📖 Article de revue

Les forces sionistes déclenchent l'offensive générale en prévision de la fin du mandat, le 15 mai 1948



Pages 70 à 79
🕒 15 minutes

📖 Article de revue

Tibériade, Haïfa puis Jaffa tombent aux mains de la Haganah



Pages 80 à 86
🕒 11 minutes

📖 Article de revue

Le mandat vit ses derniers jours, Jérusalem brûle et les états arabes décident d'envoyer leurs armées en Palestine



Pages 87 à 93
🕒 11 minutes

📖 Article de revue

Onze minutes après la proclamation de l'état juif Truman reconnaît Israël



Date de parution : 01/05/1998

Date de mise en ligne : 15/04/2024

DE LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE DE 1936 AU « LIVRE BLANC » DE 1939 : LA GRANDE-BRETAGNE PROPOSE LE PARTAGE DE LA PALESTINE PUIS RETIRE SA PROPOSITION

L'idée de partager la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif, est apparue pour la première fois en 1937, soit dix ans avant le vote par l'ONU du plan de partage de novembre 1947.

La proposition émanait d'une commission royale, la commission Peel, envoyée en Palestine pour enquêter sur les troubles qui avaient embrasé le pays. Déclenchée par le mouvement du Shaykh Ezzedine al-Qassam en novembre 1935, la Révolution s'était généralisée à partir d'avril 1936, en protestation notamment contre l'immigration juive, qui, avec l'approbation des Britanniques, atteignait des chiffres records. En effet, 4 565 immigrants juifs étaient arrivés en 1931, 9 553 en 1932, 30 327 en 1932, 42 359 en 1934, et 61 854 en 1935.

À son arrivée, la commission trouva la Palestine en état de guerre. Les affrontements s'étaient étendus à l'ensemble du pays. Inaugurée par une grève générale et ininterrompue de six mois, la « Révolution de 36 » avait rapidement débouché sur de très nombreux incidents armés. Infiltrés à partir de la frontière syrienne, des volontaires arabes, commandés par Fawzi al-Qawouqji, prêtaient main-forte aux partisans palestiniens.

Sabotage de pipe-lines, dynamitage de convois ferroviaires, destruction des installations électriques et téléphoniques, attaques contre les colonies juives et batailles rangées avec les troupes coloniales anglaises forcèrent bientôt les armées du mandat à faire usage de l'aviation, des chars et de l'artillerie de campagne avant d'acheminer vers la Palestine des renforts à partir de l'Égypte et de Malte.

Près de mille Palestiniens tombèrent durant la première phase de la Révolution, des milliers d'autres furent faits prisonniers et les troupes anglaises menèrent de très nombreuses opérations punitives contre les villages. Des centaines de maisons furent ainsi plastiquées et la majeure partie de la vieille

ville de Jaffa, devenue une des places fortes des insurgés, fut évacuée de force puis rayée de la carte, pour l'exemple, par les unités de génie britanniques.

Regroupant l'ensemble des partis palestiniens, le Haut comité arabe, dirigé par Amin al-Husseini, mufti de Jérusalem et président du Haut Conseil islamique, céda alors aux pressions des rois Abd al-Aziz ibn Séoud, Ghazi d'Irak, et du prince Abdallah de Transjordanie. Il accepta de suspendre le soulèvement pour « donner une chance » à la commission d'enquête qui allait venir de Londres.

Le séjour de la commission Peel dura de novembre 1936 à janvier 1937, et ses conclusions appelant au partage du pays furent rendues publiques en juillet 1937.

Le rapport Peel

La politique anglaise depuis la déclaration Balfour en vue de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, la peur des Palestiniens de devenir une minorité dans leur propre patrie du fait de l'arrivée massive des immigrants et de leur volonté proclamée de s'emparer du pays, avaient mis le feu aux poudres. Les causes de la Révolution, telles que dégagées par le rapport, recoupaient les analyses palestiniennes. Mais il n'en allait pas de même quant au remède prescrit.

Réfutant la thèse mandataire qui prétendait que les aspirations des deux peuples pouvaient être satisfaites dans le cadre de la déclaration Balfour, Peel concluait à l'impossibilité d'une telle solution, et préconisait le partage.

Cette annonce plongea les Palestiniens dans la stupeur, d'autant plus qu'à la publication du rapport, les juifs représentaient moins du tiers de la population de la Palestine et détenaient moins de 5,5 % des terres.

En vertu de ce plan, la Galilée, dont la plaine intérieure de Marj ibn Âmir qui s'étend du golfe de Haïfa jusqu'au sud du lac de Tibériade, tout comme la majeure partie de la plaine côtière allant de la ville de Jaffa jusqu'à la frontière libanaise, au nord, seraient « cédées » à l'État juif. Par ailleurs, « le cœur » du pays, à savoir toute la région de Jérusalem, jusqu'à la côte, ainsi que les villes de Ramallah, Bethléem, Nazareth et des dizaines de villages, resteraient sous mandat britannique pour une période illimitée...

Le tableau qui suit, montre la répartition des terres et des deux populations entre les deux États pressentis.

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

	Population juive	Population arabe	Surface cultivable (en dunums)
État juif :	304 900	294 700	3 098 000
État arabe :	7 200	485 200	3 074 000

Ainsi, si le plan Peel était appliqué, la population arabe de L'État juif serait quasiment égale à la population juive, alors que les terres cultivables échues à l'État juif dépasseraient les terres cultivables allouées à l'État arabe. Pour tourner ces difficultés, Peel accompagna sa proposition de deux mesures supplémentaires : transfert forcé de la population arabe hors de l'État juif et rattachement de l'État arabe palestinien à l'émirat de Transjordanie !

Le mouvement sioniste ne pouvait espérer en 1937 une meilleure proposition qui lui cédait la moitié du pays, lui assurait une continuité territoriale, entérinait l'idée du transfert forcé de la population palestinienne hors de l'État juif et affirmait, publiquement et pour la première fois, que le « foyer national » serait un *État* juif. Aussi le projet Peel, même s'il ne fut jamais appliqué, constitua-t-il un acquis véritable et devint la pierre angulaire de toutes les revendications sionistes ultérieures.

La Grande-Bretagne réprime la Révolution puis abandonne le plan de partage

La Révolution embrasa à nouveau la Palestine tout au long des années 1937-1939. Des régions importantes du pays tout comme la vieille ville de Jérusalem et la ville de Bir al-Sab' tombèrent aux mains des patriotes palestiniens. La Grande-Bretagne fut alors contrainte d'appeler à une mobilisation partielle des troupes de l'empire. Et l'élite de ses chefs militaires – Wavell, qui commandera plus tard le front égyptien face aux puissances de l'Axe, Montgomery, le futur vainqueur de Rommel, et Haining, chef des opérations de guerre et des renseignements militaires au War Office – furent dépêchés sur le terrain pour mater les insurgés.

Dans ses rapports à son commandement, Montgomery décrit en détails les unités palestiniennes qu'il affronta alors en Galilée. « Elles sont constituées, écrit-il, de groupes de 50 à 150 combattants, extrêmement mobiles » et « j'ai décidé de concentrer mes efforts pour en éliminer le plus grand nombre. J'ai dispensé mes principaux adjoints de toutes les tâches administratives et je les ai lancés à la chasse aux insurgés. Nous en avons tué plus d'une centaine ces dix derniers jours. De

nombreuses difficultés demeurent, mais commençons par le plus important, à savoir la concentration de nos efforts en vue de les éliminer physiquement ».

Quant à Haining, il signale dans l'un de ses rapports couvrant la période du 1^{er} novembre 1938 au 1^{er} mars 1939 qu'il a liquidé « 19 insurgés le 9 novembre ; 24, le 10 novembre ; 34, le 28 novembre ; 38, le 2 décembre ; plus de 30, le 18 décembre ; 14, le 8 février ; plus de 19, le 27 février ; et 45, le 11 mars ». Ces chiffres donnent une idée de la cadence des affrontements entre partisans palestiniens et soldats britanniques. De son côté, témoin direct de la Révolution dont il fut l'un des organisateurs, Muhammad 'Izzat Darwaza, affirme, à propos des pertes palestiniennes : « Le nombre des détenus avoisine les 50 000, celui des martyrs, 7 000 ; celui des blessés, 20 000 ; sans compter que deux mille maisons ont été rasées [en représailles]. »

Mais la puissance coloniale ne se contenta pas de cette répression féroce. Elle l'accompagna d'une série de mesures coercitives.

Elle ordonna la dissolution de la totalité des organisations politiques palestiniennes, dont le Haut comité arabe, les partis, les clubs, les comités patriotiques, et arrêta une bonne partie des membres du Haut comité arabe puis les déporta aux Seychelles, dans l'océan Indien. Mais le mufti, Amin al-Husseini, tout comme son bras droit, Jamal al-Husseini, parvinrent à s'échapper et à trouver refuge au Liban.

Pour désarmer la population palestinienne, les autorités appliquèrent également une stratégie implacable, qui dura d'ailleurs jusqu'en 1945 et aboutit à ce que le peuple palestinien se retrouve littéralement désarmé face à ses adversaires.

C'est ainsi qu'entre 1937 et 1945, les troupes coloniales saisirent 7 617 fusils, 4 891 revolvers, 1 376 grenades, 695 fusils de chasse et 347 375 balles. En revanche, les Britanniques ne se contentèrent pas de fermer les yeux sur la formation des unités sionistes sous le drapeau de la Haganah, mais fournirent à cette dernière aide et entraînement.

En 1937, les effectifs de la Haganah approchaient les 20 000 hommes. Ce nombre fut doublé entre 1937 et 1939 par la constitution d'une armée juive parallèle, entraînée et équipée par l'armée anglaise, et placée sous commandement conjoint judéo-britannique. Des unités de commandos furent créées dans ce cadre, et notamment les célèbres « Night squads ». Cette nouvelle armée juive fut appelée, par mesure de « camouflage », la « Police des colonies ».

Néanmoins, et malgré cette reprise en mains, la Grande-

Bretagne se rendait compte de l'ampleur de l'opposition palestinienne au principe même du partage et de la contestation grandissante à laquelle elle faisait face tant dans les pays arabes que dans le monde islamique. Elle se mit alors à la recherche d'une porte de sortie.

Une deuxième commission d'enquête fut dépêchée en Palestine. Cette « commission technique » – il ne fallait pas montrer que la Grande-Bretagne avait cédé – avait en principe pour mission « l'étude des modalités d'application du plan de partage ». Elle arriva en Palestine en avril 1938 et repartit en août. Son rapport fut publié au mois de novembre.

À l'opposé de la commission Peel, la commission technique jugea impossible de créer un État juif « délesté » des Palestiniens et de leurs terres. Peel avait, il est vrai, résolu le problème en préconisant le déplacement massif et forcé des Palestiniens... Mais la commission technique refusa implicitement le recours à ce principe du transfert et insista sur le fait que ce refus devait être pris en compte dans toute discussion d'un éventuel projet de partage.

La Grande-Bretagne conclut alors que la commission technique avait abouti à la conclusion que le partage était « impraticable », et s'en servit comme alibi pour abandonner le plan Peel et annoncer simultanément son intention de convoquer un congrès sur la Palestine. Une réunion était prévue à Londres avec la participation des représentants des juifs, des Palestiniens et des pays arabes. Cette annonce eut lieu en novembre 1938.

Le Congrès de Londres et le « Livre Blanc »

Le congrès ouvrit ses travaux le 7 février 1939 au palais Saint James sous la présidence de Neville Chamberlain, premier ministre, et de Lord Halifax et Malcolm Mac Donald, respectivement ministres des affaires étrangères et des colonies.

Les parties arabes refusèrent de s'asseoir à la même table que les dirigeants sionistes, et les délégués britanniques firent la navette entre les délégations. Le gouvernement britannique refusa de son côté de convier le mufti Amin al-Husseini car il avait pris la tête de la Révolution armée, mais Londres libéra par contre les déportés des Seychelles. La délégation palestinienne était constituée de Jamal al-Husseini, Husayn Fakhri al-Khalidi, Raghib al-Nashashibi, Mousa al-Alami, Georges Antonius, Amin al-Tamimi, Alfred Rock, et Ya'qoub al-Ghusayn. Quant aux délégations arabes, elles se présentaient

comme suit : la délégation saoudienne était dirigée par l'émir Faysal ibn Abd al-Aziz ; la délégation égyptienne par le prince héritier, l'émir Abd al-Mun'im ; la délégation irakienne par le premier ministre Nuri Pacha al-Saïd ; la délégation du Yémen par l'émir Husayn, le fils de l'Imam ; et la délégation trans-jordanienne était placée sous la direction du premier ministre, Tawfiq Abou al-Houda.

Les travaux durèrent jusqu'au 17 mars 1939 mais sans aboutir au moindre résultat, ce qui amena la Grande-Bretagne à proclamer unilatéralement un « Livre Blanc » définissant la politique qu'elle allait unilatéralement mettre en œuvre.

1 : Fondation dans un délai de dix ans d'un État palestinien regroupant Arabes et juifs, et lié par un traité à la Grande-Bretagne. Le mandat prendra fin au terme de ces dix ans, sauf si les conditions sur le terrain ne le permettent pas, auquel cas la Grande-Bretagne consultera les représentants palestiniens et juifs, la Société des Nations et les États arabes, en vue de définir toute solution future.

2 : 75 000 immigrants juifs seront autorisés à venir en Palestine durant les cinq prochaines années. Au terme de cette période toute immigration sera soumise à « l'approbation des Arabes de Palestine ».

3 : Les transferts de propriété aux juifs seront interdits dans certaines zones, soumis à conditions dans d'autres et libres dans le reste du pays.

Il est incontestable que ces dispositions allaient dans le sens des aspirations arabes. Le principe de création d'un État palestinien constituait en soi un rejet de l'idée du partage, et les réglementations restrictives de l'immigration et de la vente des terres allaient à l'encontre des intérêts sionistes. Les délégations arabes, tout comme le parti al-Istiqlal de Raghib al-Nashashibi, opposé au mufti de Jérusalem, étaient enclins à accepter le « Livre Blanc ». Mais le mufti et ses partisans le refusèrent parce qu'il remettait *sine die* la proclamation de l'indépendance.

Alors au zénith de son pouvoir, le mufti hajj Amin al-Husseini eut gain de cause, et les États arabes qui n'avaient pas encore le dernier mot concernant les affaires palestiniennes, rejetèrent le « Livre Blanc ». Officiellement du moins.

La réaction de la partie sioniste fut également négative, mais pour des raisons diamétralement opposées. Les juifs déclenchèrent une grève générale en Palestine, et le 21^e congrès sioniste, réuni le 16 août 1939 à Genève, proclama son désaveu et son rejet de la politique du « Livre Blanc », sans pour autant

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

aller jusqu'à la rupture avec la Grande-Bretagne. La Deuxième Guerre mondiale se profilait à l'horizon.

Ce double refus n'empêcha pas Malcolm Mac Donald de soumettre le « Livre Blanc » aux Communes. Les débats furent houleux et Winston Churchill fut l'un des plus durs opposants au projet gouvernemental. Farouche partisan des thèses sionistes et du projet du foyer national depuis la Première Guerre mondiale, lorsqu'il était ministre des colonies, Churchill qualifia le « Livre Blanc » de « déni de la promesse » faite par son pays aux dirigeants sionistes. Mais le gouvernement persista dans sa démarche. Le « Livre Blanc » fut voté et devint la politique officielle que la Grande-Bretagne allait appliquer en Palestine, abstraction faite des positions arabes ou juives. Quelques semaines plus tard, le conflit mondial débuta, éclip-sant l'ensemble de ces questions.

1939-1945 : CHURCHILL PROPOSE PUIS ANNULE UN NOUVEAU PLAN DE PARTAGE

Le risque d'une chute de l'Égypte et de l'Orient arabe aux mains des nazis demeura tout au long des trois premières années du conflit mondial. Il ne disparut qu'avec la victoire de Montgomery sur Rommel à El-Alamein le 4 novembre 1942.

L'opinion arabe, ainsi qu'une majorité de ses dirigeants, penchaient pour l'Allemagne du fait des politiques coloniales de la France et de la Grande-Bretagne. La débâcle des armées françaises devant les troupes allemandes et la retraite des troupes britanniques stationnées sur le territoire français, vers le port de Dunkerque, avaient impressionné les esprits dans un monde arabe où le souvenir des fausses promesses d'indépendance faites par les Anglais était encore vivace.

Durant les premières semaines de la guerre, les autorités mandataires françaises demandèrent au mufti de Palestine, réfugié depuis 1937 au Liban, de quitter le pays. Jusque-là, les Français, non mécontents de « jouer un mauvais tour » aux Anglais, avaient toléré la présence du dirigeant palestinien. Mais les conditions avaient changé, et il fallait désormais ménager l'allié britannique. En octobre 1939, le mufti quitta donc le Liban pour l'Irak, où il fut accueilli en grande pompe comme le symbole de la résistance contre la colonisation occidentale et le sionisme. Très vite sa résidence devint le lieu de passage obligé de tout ce que l'Irak comptait de dirigeants politiques et militaires, et on le consultait sur les affaires arabes et internationales.

Dès le début des hostilités avec l'Allemagne, l'Irak, avec à sa tête le premier ministre, Nuri al-Saïd, rompit ses relations avec l'Allemagne en application du traité qui le liait depuis 1930 à la Grande-Bretagne, bien que al-Saïd ne fût pas opposé en principe au maintien de contacts secrets avec les Allemands, pour s'enquérir de leur politique arabe. En mars 1940, Saïd fut remplacé à la tête du gouvernement par Rashid Âli al-Kilani, un proche du mufti de Palestine.

Kilani et le mufti, appuyés par cinq hauts dirigeants militaires, étaient très favorables à un rapprochement avec l'Allemagne. Ils entrèrent rapidement en conflit ouvert avec Nuri al-Saïd et ses partisans conduits par le régent d'Irak, Abd al-Ilah ibn Ali. Kilani dut démissionner, et fut remplacé par Taha al-Hashimi. Mais ce dernier ne tarda pas à tomber. Appuyé par l'armée, Kilani revint au gouvernement. La crise atteignit alors son apogée. Le régent, le jeune roi Fayçal et Nuri al-Saïd durent quitter l'Irak et des affrontements opposèrent les troupes irakiennes aux renforts britanniques acheminés d'Inde. Les Irakiens furent battus, Kilani et Amin al-Husseini s'enfuirent en Iran, et Nuri al-Saïd reprit le pouvoir.

Les détails de cet épisode sont importants pour deux raisons :

Cette crise créa un fossé, jamais comblé, entre le pouvoir irakien et le mufti de Jérusalem, et ses conséquences furent lourdes, notamment en 1948.

La fuite d'Amin al-Husseini d'Irak préluda à une longue série de déplacements qui le menèrent à travers l'Irak, la Turquie, la Suisse, jusqu'à Rome puis Berlin où il rencontra successivement Mussolini et Hitler. Il y demeura jusqu'à la fin de la guerre. Les Britanniques furent plus convaincus que jamais qu'aucun accord n'était possible avec le dirigeant palestinien, et l'aveuglement du mufti sera exploité par les sionistes contre l'ensemble du peuple de Palestine.

Churchill et le « Livre Blanc » de 1939

C'est en mai 1940 que Churchill prit la tête d'un gouvernement d'union nationale, qui compta parmi ses membres le dirigeant travailliste Clement Attlee. Antony Eden fut chargé des affaires étrangères. Ce gouvernement demeura aux affaires tout au long de la guerre avant de céder la place en 1945, les travaillistes ayant remporté les élections, à un gouvernement dirigé par Attlee, qui confia alors le ministère des affaires étrangères à Ernest Bevin.

Avant d'arriver au pouvoir, Churchill avait été un féroce opposant au « Livre Blanc ». Il y voyait une trahison des promesses faites au mouvement sioniste, promesses dont il se considérait comme l'un des garants.

En fait, Churchill, lorsqu'il était ministre des colonies après la Première Guerre mondiale, avait été l'auteur en 1922 d'un autre « Livre Blanc », « définissant » la déclaration Balfour et les modalités de son application. Cette vision de Churchill était devenue le fondement de la politique britannique en Palestine

jusqu'à ce que la commission Peel eût décrété son échec en 1937. La position de Churchill, qui se considérait comme le père spirituel et l'un des fondateurs du foyer national juif, n'était donc pas surprenante. L'homme était en outre personnellement lié à Haïm Weizmann. Les deux hommes s'étaient connus durant la Première Guerre mondiale, lorsque le premier était ministre de la marine et le second, chef des laboratoires de ce même ministère.

Il faut ajouter que la vision qu'avait Churchill du conflit entre Arabes et sionistes était largement tributaire d'une conception raciste européenne qui regardait avec condescendance tous les peuples non européens. Il en allait tout autrement concernant les juifs, en qui Churchill voyait un groupe « européen civilisé » dont la présence croissante en Palestine ne pouvait qu'être bénéfique pour les intérêts de l'empire. Churchill était enfin soucieux que « la guerre des souris » (c'est en ces termes qu'il désignait les affrontements entre juifs et Arabes) ne vienne assombrir le ciel des relations anglo-américaines auxquelles il tenait par-dessus tout.

Mais cet appui à l'entreprise sioniste n'était pas partagé par tous les membres du gouvernement d'union nationale. Churchill se retrouva à la tête du groupe des opposants au « Livre Blanc » de 1939, face au groupe des partisans, mené par le secrétaire d'état au Foreign Office, Anthony Eden.

Eden, qui avait étudié l'arabe et le persan lorsqu'il était étudiant à Oxford, avait l'appui du Foreign Office, de l'ensemble des ambassadeurs britanniques dans la région, des chefs d'état-major, du ministère de la guerre, et des services de renseignements militaires. Tous craignaient qu'un appui trop grand de leur pays à la politique du foyer national juif, ne pèse sur leurs intérêts stratégiques et pétroliers dans l'Orient arabe.

Une première « épreuve de forces » entre les deux groupes se solda par une « victoire » des partisans du « Livre Blanc » : un accord intervint en 1940 au sein du gouvernement pour qu'aucune dénonciation du « Livre Blanc » ne soit exprimée, du moins pour un temps. Le « coup » de Kilani en 1941 à Bagdad vint renforcer l'analyse d'Eden et de son groupe. Eden alla même jusqu'à faire une déclaration appuyant la revendication de l'unité panarabe. Et, en juin-juillet 1941, lorsque les troupes britanniques et celles de la France libre envahirent la Syrie et le Liban pour en chasser les vichystes, Eden, prenant le contre-pied de la position de De Gaulle, appuya les aspirations à l'indépendance des Libanais et des Syriens.

Mais les tiraillements reprirent au sein du gouvernement britannique, dès que disparut le « spectre » d'une chute de

l'Égypte entre les mains des forces de l'Axe. Au lendemain de la victoire d'El-Alamein, Churchill repartit en guerre contre le « Livre Blanc » de 1939. Le 9 mars 1943, il annonça à Eden que son opposition au « Livre Blanc » était « irrévocable ». Le 18 avril, il envoya une lettre au Foreign Office dans laquelle il affirmait que « la majorité du gouvernement ne reconnaît pas le « Livre Blanc » et travaille à lui trouver une alternative ». Il revint à la charge le 27 avril, et Eden dut céder et accepter que la question soit à nouveau débattue au sein du gouvernement.

Les débats s'ouvrirent le 3 juillet 1943. Eden rappela qu'en vertu de l'accord de 1940 entre ses deux tendances, le gouvernement s'était engagé à n'émettre aucune dénonciation publique du « Livre Blanc ». Mais Churchill ne céda pas. Un compromis fut néanmoins trouvé : le gouvernement ne prendrait aucune mesure à court terme ; mais une commission ministérielle serait immédiatement constituée pour élaborer une politique définitive pour la Palestine, et qui serait imposée sans consultation des parties intéressées, arabe et juive, dès la fin de la guerre. Six mois plus tôt, en janvier 1943, Churchill avait déclaré : « Une certaine forme de partage est l'unique solution. » Le 10 juin, Eden céda et reconnut qu'il existait au sein du gouvernement un consensus contre le « Livre Blanc ».

La commission se réunit de juillet 1943 jusqu'au 16 octobre 1944. Et Churchill ne relâcha jamais sa pression. Après plusieurs projets, tantôt favorables aux « pro-arabes » et tantôt aux « pro-sionistes », la commission publia son rapport. Forte de l'appui de la majorité de ses membres, elle reprenait l'idée du partage. La veille, soit le 15 octobre, Churchill annonça la création d'une « brigade juive » sous drapeau sioniste, au sein des forces alliées. Annonce on ne peut plus claire de l'appui à la création prochaine d'un État juif en Palestine.

Le rapport de la commission reprit, en les amendant, les dispositions du projet de Lord Peel. La Galilée occidentale fut « reprise » à l'État juif, mais on « compensa » cette « perte » par l'octroi d'une continuité territoriale sur le littoral. La zone de Jérusalem qui devait rester sous mandat fut élargie au détriment de l'État arabe, qui « perdit » aussi le Néguev, et l'on maintint le principe que l'État arabe serait annexé à la Transjordanie. La commission concluait en ces termes : « Il est indispensable d'appliquer le partage quelle que soit la résistance qu'il rencontre, et il n'est plus nécessaire d'ouvrir de nouvelles négociations à ce sujet avec les Arabes et les juifs. »

Par ce retournement, la Grande-Bretagne revenait à la case départ, celle de la déclaration Peel, comme si la Révolution

palestinienne de 1936-1939, la Conférence de Londres et le « Livre Blanc » n'avaient jamais existé. Mais l'entrée en scène des deux organisations terroristes juives du Lehi et de l'Irgoun, qui avaient repris dès la fin de la guerre leurs attentats contre les forces britanniques, allait à nouveau bouleverser la donne.

Yitzhak Shamir, futur premier ministre d'Israël, avait pris la direction des opérations du Lehi après que son chef Stern fut abattu par les Anglais en février 1943. Le Lehi s'était spécialisé dans les liquidations de policiers britanniques, notamment ceux qui appartenaient aux services du renseignement.

L'Irgoun, de son côté, avait proclamé une trêve avec les Britanniques après le déclenchement de la Deuxième Guerre. Les Britanniques libérèrent alors, en 1941, son chef, Raziël, et l'envoyèrent en Irak avec pour mission d'assassiner le mufti Amin al-Husseini. Mais Raziël fut tué au cours du coup d'État de Kilani. Menahem Begin, citoyen polonais arrivé en 1942 de Sibérie où les soviétiques l'avaient exilé puis libéré pour qu'il rejoigne l'armée de son compatriote, le général Anders, engagé aux côtés des troupes de Staline contre les nazis, déserta lors du passage de l'armée polonaise au Moyen-Orient et prit rapidement les rênes de l'Irgoun. En février 1944, il rompit la trêve et déclara la guerre à la Grande-Bretagne. L'Irgoun se spécialisa dans les attentats à la bombe contre les forces et les installations britanniques.

En octobre 1944, Shamir envoya un commando en Égypte avec pour mission d'assassiner Lord Moyne. Moyne, un ami de toujours de Churchill auquel il était lié également par des rapports de parenté, n'était pas un simple ambassadeur. Churchill en avait fait son envoyé personnel en Égypte, au titre de « ministre pour les affaires moyen-orientales », chargé de superviser la politique britannique dans toute la région. Moyne fut abattu le 6 novembre, mais la police égyptienne parvint à arrêter deux des membres du commando et révéla ainsi l'identité du groupe qui avait commandité l'assassinat.

La disparition de Moyne bouleversa Churchill. Le 17 novembre, dans un discours à la mémoire de Moyne devant le Parlement, Churchill déclara : « Si nos rêves pour le sionisme vont se dissiper dans la fumée des armes des assassins, si nos efforts [en faveur du sionisme] vont donner naissance à une nouvelle vague de bandits de grand chemin, dignes de l'Allemagne nazie, alors nombreux sont ceux qui, comme moi-même, vont revoir les positions qu'ils ont défendues contre vents et marée ces dernières années. »

La direction sioniste se mit aussitôt à l'œuvre pour limiter les dégâts. Le 22 novembre, Ben Gourion annonça que son

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

mouvement avait décidé de collaborer avec les autorités en Palestine dans leur chasse contre « les terroristes ». Et il appela à renvoyer les membres des groupes en question de leurs emplois. Mais Churchill ne se contenta pas de ces déclarations et annonça le lendemain au ministère de la guerre que les sionistes devaient convaincre le gouvernement britannique de l'efficacité de leurs mesures, faute de quoi son gouvernement allait à nouveau envisager la possibilité d'un arrêt de l'immigration juive en Palestine.

L'assassinat de Moyne constitua, de l'avis des historiens juifs, un tournant dans les positions de Churchill. Profondément blessé, celui-ci perdit son attachement au sionisme et ne se soucia plus désormais de l'application du partage préconisé par la commission qu'il avait lui-même créée. Plus, il exigea que le projet ne fût plus soumis au gouvernement. Herbert Morrison, le chef de la commission, tenta, le 26 février 1945, de remettre le sujet à l'ordre du jour des réunions du gouvernement, mais Churchill ignora la demande.

À la fin de la guerre, des élections eurent lieu en Grande-Bretagne. Churchill les perdit et fut remplacé en juillet par le dirigeant travailliste Clement Attlee.

PRESSIONS AMÉRICAINES SUR LES TRAVAILLISTES EN FAVEUR DE L'IMMIGRATION JUIVE EN PALESTINE

Trois événements majeurs marquent la période de la guerre dans le monde arabe : le coup d'état de Kilani en Irak, les indépendances de la Syrie et du Liban (1943-1945), et la création de la Ligue des États arabes.

La création de la Ligue des États arabes

Outre l'aspiration permanente des peuples à l'unité, une série de facteurs ponctuels ont prélué à la naissance de la Ligue. Ainsi : l'indépendance de la Syrie et du Liban, le désir de l'Égypte et de l'Irak, encore liés par des traités inégaux avec la Grande-Bretagne de se dégager de ces entraves, la conscience du danger que faisait peser le sionisme sur l'Orient arabe, l'espoir d'assurer l'aide nécessaire aux peuples arabes encore sous le joug de la colonisation, et la conviction qu'il fallait que les Arabes soient prêts à entrer de plain-pied dans l'après-guerre et à affronter l'Occident.

Antony Eden, comme nous l'avons déjà dit, avait appuyé l'idée en 1941, pour calmer les esprits, après que son pays eut écrasé le mouvement de Kilani en Irak, et assurer aussi la pérennité de la présence anglaise selon le principe « unifier pour mieux régner ». Le 24 février 1943, tempérant sa première position, il affirma que l'initiative de l'unité devait émaner des Arabes eux-mêmes et qu'il n'était au courant d'aucun projet faisant l'unanimité entre les intéressés.

De tous les hommes d'État arabes, Nuri al-Saïd était alors le plus chaud partisan de l'unité, qui rédigea en janvier 1943 un mémorandum en ce sens, à l'adresse du ministre d'État britannique résident au Caire. Connu sous le nom de Livre bleu, le document appelait à l'établissement d'une unité entre les pays de la « Syrie historique » – Syrie, Liban, Transjordanie, Palestine –, puis à la création d'une fédération entre ces pays et l'Irak. Les juifs y obtiendraient un statut d'autonomie dans les régions de forte concentration en

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

Palestine. Tout comme les maronites du Liban s'ils le désiraient.

Nuri al-Saïd visait alors plusieurs cibles : accroître le poids politique de l'Irak hachémite, constituer un bloc arabe unifié, trouver, en accord avec la Grande-Bretagne, un cadre géopolitique qui « endigue » le foyer national juif, et préserver enfin les intérêts de l'Empire britannique dans la région.

Le projet de Saïd suscita les réserves de nombre de capitales arabes. L'Égypte, en la personne de son premier ministre, le chef du parti Wafd, Moustapha al-Nahhas, se saisit de la déclaration de Eden affirmant qu'il « n'y avait pas de projet faisant l'unanimité ». Nahhas se mit en contact avec Nuri al-Saïd et inaugura une série d'entretiens bilatéraux avec les représentants des divers pays arabes. Les réunions se tinrent au Caire et se prolongèrent de juillet 1943 à mars 1944. Ces contacts préliminaires de Nahhas aboutirent à la convocation, en septembre 1944, à Alexandrie, d'une commission regroupant l'ensemble des pays arabes en vue de préparer la tenue d'un congrès général.

La commission se réunit du 25 septembre au 7 octobre 1944. Six pays arabes y participèrent : l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, le Liban et la Palestine, représentée par Moussa al-Alami, délégué par l'ensemble des partis de son pays.

La Palestine fut au centre des débats. Alami intervint à maintes reprises pour exiger que la Grande-Bretagne tint les engagements du « Livre Blanc » de 1939, tout comme il appela à la création immédiate de bureaux d'information à Londres et aux États-Unis, à l'institution d'un organisme de développement pour sauvegarder les terres arabes en Palestine et empêcher qu'elle ne soient achetées par les divers Fonds sionistes.

Au terme des réunions, la commission aboutit à un protocole signé par l'ensemble des délégués, qui appela à la création d'une Ligue des États arabes regroupant sur un pied d'égalité l'ensemble des pays arabes indépendants.

Deux résolutions spéciales furent adjointes au Protocole. La première portait sur l'indépendance du Liban, tandis que la seconde stipulait que « La Palestine est un membre important de la famille arabe, et les droits des Arabes [de Palestine] ne peuvent être altérés sans menace pour la paix [...] Les engagements pris par l'État britannique et qui portent sur l'arrêt de l'immigration juive, la préservation des terres arabes et l'accès de la Palestine à l'indépendance relèvent des droits inaliénables de tous les Arabes. » Endossées par l'ensemble des pays

arabes, les demandes de Alami devinrent la base de leurs revendications vis-à-vis de Londres.

Le dernier pas vers la fondation de la Ligue fut franchi avec la constitution d'une commission des ministres des affaires étrangères des États concernés qui élaborait un avant-projet de Constitution. L'avant-projet fut alors soumis à la commission préparatoire réunie en assemblée générale, qui l'entérina. La Charte de la Ligue arabe fut signée le 22 mars 1945. Elle contenait une annexe spéciale affirmant « que bien que l'indépendance *de jure* de la Palestine fut indubitable [...] les circonstances particulières que vit ce pays [imposent que] dans l'attente de son indépendance, le conseil de la Ligue se réserve le droit de choisir un Arabe palestinien qui participe à ses travaux ».

Cette décision reflétait à la fois la situation que subissait la Palestine, la faiblesse de la direction palestinienne (Hajj Amin al-Husseini était absent et les dirigeants palestiniens étaient empêtrés dans leurs conflits internes), les visées de certaines capitales arabes et la pression britannique.

Les développements sur la scène américaine

Roosevelt mourut le 12 avril 1945, après avoir mené les Alliés à la victoire. Il fut le seul président américain à avoir été élu pour quatre présidences consécutives. Aux élections de 1944, sa dernière candidature, Roosevelt obtint 90 % du vote juif. Néanmoins, et bien qu'à l'instar des politiciens de son pays il ne rechignât jamais à flatter son électorat, Roosevelt était un homme à la forte personnalité et il jouissait d'une immense popularité qui lui aurait permis, s'il l'avait voulu, d'ignorer les pressions.

Il est surprenant de voir combien cet homme d'État de haute stature, au fait du moindre détail des affaires du monde, s'avéra ignorant de celles de la Palestine. Ses opinions sur ce pays étaient littéralement consternantes.

En 1938, par exemple, il commença à élaborer un projet de transfert des Palestiniens hors de leur patrie. Il estima les coûts de l'opération à 300 millions de dollars, qui seraient couverts pour un tiers par les États-Unis, pour un autre tiers par la Grande-Bretagne et la France, et pour le tiers restant par les grands financiers juifs ! En 1942, il affirma à son ministre des finances, Henry Morgenthau, que Jérusalem devait être placée sous le pouvoir conjoint des juifs et des églises orthodoxe, catholique et protestante, et qu'il n'y avait besoin pour transférer les Arabes hors de Palestine que « de creuser quelques puits dans les pays alentours et d'entourer la

Palestine de barbelés pour les empêcher d'y revenir ». En 1944 il affirma à Tettinius, alors à la tête du département d'État, qu'il avait abouti à une opinion définitive concernant la Palestine : ce pays devait appartenir exclusivement aux juifs et « aucun Arabe ne devait y rester ».

Mais, à la fin de la guerre, Roosevelt commença à se rendre compte de l'intérêt stratégique des pays de la Péninsule arabe. Outre leurs immenses réserves pétrolières, ces pays représentaient un enjeu important pour d'éventuels acheminements de matériel américain vers les fronts russe ou de l'Extrême-Orient. Conscient de l'importance du roi Abd al-Aziz ibn Séoud, qu'il considérait comme la plus forte personnalité politique arabe, Roosevelt décida de rencontrer le monarque afin de lui exposer ses projets pour la région et lui montrer, carte à l'appui, combien le sacrifice de la Palestine serait minime, comparé aux vastes pays que possédaient les Arabes.

De retour de la Conférence de Yalta, Roosevelt fit halte en Égypte pour y rencontrer Abd al-Aziz à bord du *S.S. Quincy* mouillant dans le lac Amer du canal de Suez. La rencontre eut lieu le 14 février 1945.

Roosevelt commença par énumérer au roi les souffrances endurées par les juifs du fait des nazis avant de lui dire qu'il se sentait personnellement responsable vis-à-vis des victimes et qu'il s'était engagé à trouver une solution à leur problème. Puis il demanda à Abd al-Aziz ce qu'il en pensait. La réponse fut immédiate : « Donnez-leurs et à leurs familles, les meilleures terres et les maisons des Allemands qui les ont persécutés. » Roosevelt revint à la charge, mais Abd al-Aziz lui répondit : « Faites payer le prix au criminel et non au témoin innocent du drame. Quels torts les Arabes ont-ils fait subir aux juifs d'Europe ? Qui d'autres que les chrétiens allemands ont massacré les juifs et volé leurs demeures ? Que les Allemands payent pour leurs actes. » Mais Roosevelt insista encore et le roi lui dit : « Les Alliés représentent cinquante nations alors que la Palestine, qui est un tout petit pays, a, à ce jour, accueilli bien plus que sa quote-part de juifs. » La réunion se termina par une double promesse de Roosevelt. Le Président s'engageait à ne jamais prendre une décision hostile aux Arabes ni modifier en aucune façon la politique traditionnelle américaine en Palestine sans consulter « pleinement et au préalable » les juifs et les Arabes.

Roosevelt rentra à Washington ébranlé par cette rencontre. Le 1^{er} mars 1945, lors de son discours d'adieu devant le Congrès, le Président improvisa ces propos : « Concernant les

affaires des pays arabes, cinq minutes de conversation avec Ibn Séoud m'ont appris d'avantage sur la question, sur le problème musulman et le problème juif, que ce que j'aurais pu apprendre de deux ou trois douzaines de rapports ». L'historien juif américain Peter Grose affirme que ces quelques mots firent frissonner la communauté juive et plongèrent les conseillers de Roosevelt dans une profonde perplexité.

Le 6 avril, Roosevelt envoya une lettre à Abd al-Aziz dans laquelle il confirmait les deux promesses faites à bord du *Quincy*. Ce fut l'un des derniers documents signés par le Président.

L'entrée en jeu de Truman

L'élection de Truman coïncida avec l'arrivée des travaillistes au pouvoir à Londres. Les Arabes y virent un bien mauvais présage. Personne ne pouvait imaginer à l'époque que les relations entre les deux principaux alliés de la guerre allaient bientôt s'envenimer à cause de la Palestine et atteindre un degré de tension jamais connu depuis la révolution américaine contre George III.

Truman, qui n'avait pas de dette politique particulière à l'égard de l'électorat juif, était le fils d'une modeste famille provinciale et conservatrice du Middle West américain, plus précisément de l'État du Kansas. Élu au Congrès en 1934, réélu en 1940, il fut choisi comme vice-président par Roosevelt en 1944, après s'être taillé une réputation de politicien décidé à la tête d'une commission nommée par le Congrès durant la guerre pour enquêter sur le gaspillage et la mauvaise gestion des industries civiles et militaires.

Le 20 avril 1945, une semaine après sa prise de fonction, Truman reçut la visite du rabbin Stephen Wise. Président du *American Zionist Emergency Council*, Wise venait lui rappeler la promesse faite par Roosevelt, durant la campagne présidentielle de 1944, d'appuyer l'immigration juive illimitée en Palestine. À sa sortie de l'entrevue, Wise déclara que Truman, qui n'était pas au courant des engagements de Roosevelt envers Ibn Séoud, continuerait la politique de son prédécesseur concernant l'immigration juive.

Les Arabes appréhendaient la présidence de Truman car ils l'estimaient ignorant des affaires internationales et, du fait qu'il avait succédé à Roosevelt sans être élu, plus vulnérable aux pressions.

Ce n'était pas le cas des travaillistes britanniques qui venaient de remporter les élections. Mais les Arabes nourris-

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

saient néanmoins une grande méfiance à leur égard aussi. Les travaillistes, déjà très liés au Mapai, le parti de Ben Gourion, avaient tout au long de la campagne électorale, affirmé leur adhésion aux thèses du sionisme. Leur parti, qui avait déjà appelé en 1944 à transférer les Arabes hors de Palestine et à les remplacer par les juifs, réclama en 1945 que toute la Palestine devînt un État juif, rejetant ainsi le principe du partage et endossant le projet maximaliste que Ben Gourion avait inscrit en 1942 au Programme du Biltmore.

Mais ni les Arabes inquiets, ni les sionistes satisfaits, n'avaient tenu compte de Ernest Bevin, celui qui allait tenir les rênes de la politique étrangère britannique au sein du gouvernement Attlee et devenir rapidement l'homme fort de ce même gouvernement.

Issu d'une famille pauvre, Bevin ne s'était jamais encore occupé de politique étrangère, et son ascension était due à ses talents d'organisateur et d'architecte d'un des solides rapports entre son parti et le monde syndical. Politicien coriace, sorte de « poids lourd » aux sens propre comme au sens figuré, Bevin s'était fait qualifier de « Working class John Bull » par Churchill qui voyait en lui la figure emblématique de la classe ouvrière.

Sitôt nommé, Bevin se plongea dans les dossiers de politique étrangère et les rapports des experts civils et militaires. Il en éprouva un choc semblable à celui qu'avait connu Roosevelt après sa rencontre avec Ibn Séoud. Il conclut aussitôt que l'engouement de son parti pour le sionisme représentait un danger réel pour les intérêts de son pays. D'autant que l'idée du retrait de l'Inde était déjà dans l'air. Bevin décida de freiner l'appui au sionisme, de l'endiguer. Les événements allaient lui donner rapidement l'occasion d'agir.

Quelques temps auparavant, au début de juillet 1945, Washington, sur les conseils du secrétaire d'État aux finances Henry Morgenthau, avait délégué, Earl Harrison pour enquêter en Europe sur le sort des personnes juives déplacées. Le 24 juillet, Truman, sans attendre les conclusions de Harrison, envoya une lettre à Churchill dans laquelle il lui demandait son avis sur une éventuelle solution de la question de Palestine et lui réclamait la levée « sans tarder » de toutes les entraves imposées par le « Livre Blanc » à l'immigration juive vers ce pays.

Churchill ne reçut jamais cette lettre car il avait démissionné le 26 juillet, et c'est Attlee, son successeur, qui la trouva sur son bureau le jour où il devint premier ministre. Attlee répondit le 31 juillet en demandant un délai de

réflexion. Le 2 août, Attlee, qui participait au sommet de Potsdam avec Staline et Truman, fut à nouveau abordé par ce dernier sur la question de l'immigration : « Le peuple américain tout entier croit avec force que les portes de la Palestine ne doivent pas se refermer devant les juifs ».

À la fin du mois d'août, Harrison présenta son rapport sur les juifs déplacés en Europe. Il préconisait l'octroi immédiat de 100 000 visas d'immigration pour la Palestine. Le 31 août, Truman écrivit de nouveau à Attlee pour lui rappeler les propos qu'il lui avait tenus à Potsdam, lui communiquer copie du rapport Harrison et réitérer son appui personnel à ce que le plus grand nombre de juifs puissent quitter dans les plus brefs délais l'Europe et aller en Palestine puisque tel était leur désir.

Attlee répondit le 16 septembre : « Les juifs n'ont pas encore utilisé tous les visas d'immigration déjà alloués en vertu des dispositions du "Livre Blanc". Réclamer la délivrance immédiate de 100 000 visas équivaldrait à liquider la totalité de la politique instaurée par le "Livre Blanc" [...] Le gouvernement britannique estime urgent d'élaborer une solution à long terme qui serait soumise à l'Organisation des Nations unies, tout comme il envisage des mesures ponctuelles concernant l'immigration. »

Le 25 octobre, Attlee envoya une deuxième lettre dans laquelle il attirait l'attention de Truman sur la nécessité de distinguer entre la solution de la question de Palestine et celle des juifs déplacés en Europe.

Cette correspondance reflète bien la pression exercée par Truman et les tentatives de Attlee et Bevin d'y résister. Les États-Unis étaient les leaders incontestés du camp occidental et la Grande-Bretagne venait d'obtenir un prêt américain de 425 millions de dollars pour faire face à la banqueroute qui la menaçait après la guerre.

L'épreuve de force amena Attlee et Bevin à proposer la constitution d'une commission d'enquête anglo-américaine avec l'espoir que les conclusions des experts des deux pays mettraient un frein aux « initiatives de Truman ». La proposition fut faite à Washington le 12 novembre 1945. Elle rappelait que le gouvernement britannique ne pensait pas que la solution fondamentale au problème des réfugiés juifs résidait dans la seule immigration vers la Palestine et que ce pays n'était qu'un parmi d'autres qui pouvaient accueillir les réfugiés. Le mémorandum ajoutait que les Britanniques allaient consulter les Arabes quant aux mesures temporaires à prendre en attendant le rapport de la commission anglo-américaine,

et que, dans tous les cas, il n'était pas possible de dépasser le quota en cours de 1 500 immigrants par mois.

Or Truman était déjà soumis aux pressions sionistes. Recevant à nouveau, le 29 septembre, le rabbin Wise, le Président s'était entendu dire qu'il allait perdre les voix juives s'il n'agissait pas rapidement pour sauver les réfugiés. Et le 10 novembre, Truman déclara aux ambassadeurs américains accrédités dans les pays arabes : « Désolé, messieurs, mais je n'ai pas de centaines de milliers de voix arabes parmi mon électorat ».

Le 14 novembre, le président américain répondit à la proposition britannique, en insistant pour que l'enquête de la commission mixte se déroule *exclusivement* en Palestine. Attlee et Bevin commencèrent par refuser, puis cédèrent, car Truman fit de sa demande la condition à la participation des experts de son pays à l'enquête.

La commission anglo-américaine séjourna en Palestine entre le 28 février et le 28 mars 1946. Elle publia le 1^{er} mai, et à l'unanimité de ses douze membres (six britanniques et six américains), son premier rapport en 10 points. Parmi les plus importants :

1 : La Palestine ne peut à elle seule assurer les besoins des réfugiés juifs.

2 : Il faut assurer, dans la mesure du possible, l'immigration de 100 000 juifs en 1946.

3 : La formule des deux États en Palestine, l'un juif, l'autre arabe, est à rejeter.

4 : Il faut maintenir le mandat britannique jusqu'à son remplacement par une tutelle internationale.

5 : Les restrictions sur les transactions immobilières doivent être levées.

6 : Il est nécessaire que l'Agence juive collabore avec les autorités mandataires contre l'immigration illégale et le terrorisme juifs.

Le rapport consacrait un chapitre indépendant aux organisations militaires sionistes, qualifiées « d'armées privées » qui « ne devraient pas exister », et estimant les effectifs de la Haganah à 62 000 hommes, ceux de l'Irgoun à 3 000 et ceux du Lehi à 200-300.

Si les recommandations sur l'immigration et les transactions immobilières allaient à l'encontre des dispositions du « Livre Blanc », le refus de voir naître un État arabe et un État juif, tout comme l'appel à la dissolution des organisations militaires sionistes, allaient dans le sens d'un rejet du partage et d'un soutien à la solution binationale.

WALID KHALIDI

Bevin et Attlee affirmèrent tout de suite que le rapport de la commission constituait un tout indissociable, mais Truman n'en retint que la disposition autorisant les 100 000 immigrants et ignora toutes les autres...

HARCELÉE PAR TRUMAN, LA GRANDE-BRETAGNE DÉCIDE DE PORTER LA QUESTION DE PALESTINE DEVANT L'ONU

Une fois connu le rapport de la commission anglo-américaine, une épreuve de force portant sur les modalités de son application s'engagea entre Attlee et Bevin d'une part, Truman de l'autre.

La position de Londres était claire. La Grande-Bretagne considérait que le rapport formait un tout indissociable et que ses recommandations devaient être conjointement appliquées dans le cadre d'une politique visant à l'émergence d'un État binational en Palestine. En vertu de quoi, un accord préalable anglo-américain était nécessaire. Et il fallait poursuivre les consultations entre les experts des deux pays, avant de convoquer un congrès général regroupant les représentants britanniques et américains, ainsi que ceux des Palestiniens et des juifs, en vue d'élaborer un projet de solution globale pour le soumettre à l'ONU.

Le 1^{er} mai 1946, jour de la publication du rapport anglo-américain, Attlee ouvrit les hostilités en déclarant que son pays était désireux de savoir si les États-Unis étaient prêts à avancer leur part des frais financiers et militaires nécessaires à la concrétisation des dispositions du rapport. Il affirma également qu'il était impossible d'accueillir les 100 000 immigrants avant que les organisations paramilitaires sionistes ne soient dissoutes, ainsi que l'exigeait la commission. Le 8 mai, Attlee écrivit à Truman pour demander la convocation urgente des experts des deux pays afin d'étudier les modalités d'application du rapport. Mais il fut surpris, le 23 du même mois, par une déclaration du département d'État affirmant que la politique américaine se résumait à l'immigration de 100 000 juifs en Palestine !

Les Britanniques ripostèrent le 26 mai en posant quarante-cinq questions aux Américains. Les Américains participeront-ils à la répression des troubles qui ne vont pas manquer d'éclater quand sera connue la décision d'accueillir

100 000 immigrants ? Selon quels critères choisira-t-on ces 100 000 immigrants ? Qui fournira les moyens de transport ? Qui les financera ? etc.

Truman répondit le 6 juin. Il reconnaissait l'existence de « détails à régler » mais estimait que cela ne devait pas retarder le départ dans les plus brefs délais de 100 000 juifs pour la Palestine. Attlee répondit le 10, en rappelant que cela ferait l'objet des discussions entre les experts des deux pays. Le 24, il annonça la composition de la délégation des experts britanniques et réaffirma que la disposition relative aux 100 000 immigrants ne pourrait être honorée que si toutes les propositions de la commission anglo-américaine étaient simultanément appliquées.

Le terrorisme juif en Palestine

Les pressions de Truman sur Londres se doubleraient de celles des sionistes sur le terrain, où le gouvernement mandataire se trouvait confronté à des actions terroristes et à une grande poussée de l'immigration illégale. Des navires chargés de milliers d'immigrants tentaient d'accoster le long des côtes palestiniennes, malgré la surveillance de celles-ci par des unités de la marine royale britannique.

Le 25 février 1946, des commandos attaquèrent trois aéroports militaires, y détruisant vingt-deux appareils de combat. Le 25 avril, sept soldats anglais furent abattus dans leur caserne. Le 17 juin, les huit ponts reliant la Palestine aux pays limitrophes furent dynamités.

Face à la montée de la violence, les autorités militaires britanniques préconisaient des ripostes radicales, mais elles en étaient empêchées par l'appareil civil du mandat, Londres exigeant la retenue pour ne pas menacer les négociations en cours avec Washington sur la question de Palestine. Mais l'enlèvement, le 18 juin, de huit officiers britanniques et le climat de mutinerie qui gagna les unités de l'armée anglaise stationnées dans le pays obligèrent les autorités à réagir. Les Britanniques encerclèrent Tel-Aviv, fouillèrent la ville maison par maison et arrêtèrent 2 675 suspects. Une descente eut lieu au siège de l'Agence juive. Quatre de ses dirigeants, dont Moshe Shertok (Sharett par la suite), furent arrêtés, mais pas Ben Gourion alors à Paris. La découverte enfin, dans un entrepôt souterrain clandestin de la Haganah, de 325 fusils de guerre, 96 mortiers, 10 mitrailleuses lourdes, près de 500 000 balles, et 800 tonnes d'explosifs, fournit l'élément le plus inquiétant.

Le 29 juin, à la veille du lancement de ces opérations, Attlee

prit soin d'en avertir Truman et souhaita que ce dernier « manifestât son soutien » aux mesures anglaises, « car il fallait arrêter les actes de violence et de terreur ». Truman répondit le 2 juillet que... son pays était prêt à assumer la direction « technique » et financière du transport des 100 000 immigrants ; et que son gouvernement souhaitait que la Grande-Bretagne libérât les dirigeants juifs arrêtés.

L'échec de Attlee et Bevin à trouver un terrain d'entente avec les États-Unis

Ce n'est qu'au début de l'été 1946 que la requête anglaise de réunir des experts fut satisfaite par les Américains. Dirigée par l'ambassadeur Grady, une équipe de techniciens des ministères américains des affaires étrangères, de la défense, et des finances, arriva à Londres le 11 juillet.

Au terme de deux semaines de débats avec leurs homologues britanniques, les experts aboutirent à un accord-cadre pour l'application des recommandations de la commission anglo-américaine. Le gouvernement anglais l'approuva immédiatement. Il ne restait plus qu'à obtenir l'accord de Truman.

À la même période, le Congrès américain débattait l'octroi d'un prêt à la Grande-Bretagne, pour lui permettre de faire face aux destructions occasionnées par le conflit mondial. Ce prêt de 375 millions de dollars devait s'ajouter à un premier, d'un montant de 425 millions, octroyé en 1941. Une forte opposition apparut au Congrès, due en partie aux pressions sionistes. Mais la Chambre des représentants vota le prêt le 13 juillet, par 219 voix contre 155.

Cette dépendance économique nouvelle de la Grande-Bretagne à l'égard des États-Unis explique pourquoi Truman ne faisait pas grand cas des réticences anglaises concernant la Palestine ; elle explique aussi les hésitations anglaises à entrer dans un conflit ouvert avec les États-Unis.

Il est fort probable que c'est en se basant sur cette même analyse que l'Irgoun de Menahem Begin ne tarda pas à riposter à l'investissement du siège de l'Agence juive par les soldats anglais. Le 22 juillet, l'Irgoun plastiqua l'hôtel King David, siège central de l'administration britannique à Jérusalem. Le bilan fut extrêmement lourd : 93 morts en majorité civils, parmi lesquels 41 Palestiniens, 28 Britanniques et 17 juifs. Mais cette fois, les Britanniques se contentèrent, pour toute riposte, d'encercler Tel-Aviv pendant quatre jours et d'y arrêter 800 suspects, dont Yitzhak Shamir, commandant des opérations du groupe Lehi. Begin réussit à s'échapper.

La Maison Blanche resta silencieuse à l'issue de l'attentat. Haïm Weizmann n'avait-il pas, le 29 juin 1946, le jour où le siège de l'Agence juive fut occupé par les Britanniques, déclaré au Haut commissaire Cunningham : « La Grande-Bretagne vient de déclarer la guerre non seulement au Yishouv [la communauté juive en Palestine], mais à tous les juifs du monde, dont les cinq millions de juifs américains ; je pense que l'Empire britannique ne pourra mener longtemps pareille guerre »...

Retour sur l'accord-cadre des experts anglo-américains

L'accord prévoyait la création d'un État fédéral, incluant un État arabe, un autre juif et une zone dépendant du gouvernement fédéral. Les limites de ces zones reprenaient les lignes du plan de partage britannique proposé durant la guerre en 1944, à la différence près que la zone de Jérusalem y était plus réduite, et ce, au profit de l'État arabe.

Chacun des deux États disposerait d'une large autonomie, et le gouvernement central britannique, établi à Jérusalem et contrôlant le sud du Néguev, aurait la charge exclusive de l'immigration en Palestine. Les restrictions sur l'entrée de 100 000 immigrants juifs et sur les transactions immobilières seraient levées. L'État palestinien obtiendrait enfin un prêt au développement de 50 millions de dollars.

Le 31 juillet, Herbert Morrison, le ministre britannique, présenta le projet, appelé désormais « projet Morrison-Grady », devant les Communes, et Grady, le chef de la délégation américaine, écrivit au secrétaire d'État Byrnes pour l'inciter à appuyer le projet. Expliquant que l'État juif recouvrait les régions les plus fertiles de la Palestine, tout comme il incluait 85 % des plantations d'agrumes, les principales sources d'eau et le port de Haïfa, le seul qui fût en eau profonde, Grady concluait par le fait que 82 % des juifs vivaient regroupés sur une surface de 23 310 ha et que le projet leur cédait 388 500 ha, ce qui leur assurait un espace adéquat pour leur développement.

Au fait des détails du projet Morrison-Grady, la direction sioniste réagit négativement et une campagne débuta au sein du Congrès le 30 juillet 1946, avant même que Morrison n'eût présenté le projet aux Communes. Weizman le déclara plus néfaste que le projet de Peel, et le dirigeant sioniste américain, Silver, le qualifia de « trahison ». Quant à Truman, il envoya le 14 août une nouvelle proposition qui, affirmait-il, méritait « d'être sérieusement prise en considération ». En réa-

lité, Truman reprenait à la lettre un projet du dirigeant sioniste Nahum Goldman, qui rejetait l'idée fédérale pour revenir à celle du partage !

Le 18 août, Attlee fit part à Truman de sa déception, mais il annonça aussi que, le projet des experts demeurant en tête des propositions britanniques, son gouvernement allait le soumettre à un congrès auquel seraient conviés juifs et Arabes. Truman lui répondit le 24 août. L'opposition au projet Morrison-Grady avait atteint une telle force aux États-Unis qu'il n'était plus question de l'approuver officiellement. Parallèlement, le président américain enjoignit à son ambassadeur à Londres de soulever à nouveau le projet Goldman devant le gouvernement britannique.

L'échec de la Conférence de Londres

Attlee et Bevin persistèrent. Arabes et juifs furent conviés à l'ouverture, le 9 septembre 1946, de la Conférence de Londres. Les représentants de l'Agence juive refusèrent l'invitation. Il n'était pas question pour eux d'engager des discussions sur la base du rapport Morrison-Grady et, en outre, certains de leurs dirigeants arrêtés le 29 juin étaient toujours incarcérés. De son côté, un nouveau Haut Comité arabe, créé en 1944 pour remplacer le même organe dissous en 1937 par les Britanniques, refusa également l'invitation, estimant que le projet Morrison-Grady n'était qu'un partage déguisé.

La conférence de Londres s'ouvrit donc en présence des Britanniques et des seuls représentants de l'Irak, de l'Égypte, de la Syrie et de la Ligue des États arabes. La première session se prolongea jusqu'au 2 octobre, puis les travaux furent suspendus jusqu'au 16 décembre 1946. Sur ces entrefaites, la direction sioniste, qui s'inquiétait de voir Arabes et Britanniques régler le problème « entre eux », mandata le 1^{er} octobre une délégation de sept personnes, dont Weizmann et Goldman, pour mener des pourparlers officieux avec Bevin à Londres.

Le 3 octobre, à minuit, 18 heures à Washington, un fonctionnaire de l'ambassade américaine apporta une lettre secrète et urgente à Downing Street. Le document présentait le texte d'une déclaration que Truman comptait faire le lendemain, 4 octobre, et dans laquelle il annoncerait son appui tant à l'entrée immédiate de 100 000 immigrants juifs en Palestine qu'au projet de partage de l'Agence juive (projet Goldman). Attlee répondit immédiatement et sa lettre arriva à Washington ce même 3 octobre, à 21 heures. Il implorait le président amé-

ricain de remettre sa déclaration « au moins » jusqu'à ce que lui, Attlee, ait consulté son secrétaire au Foreign Office, Bevin, en visite à Paris.

Mais le lendemain matin, 4 octobre, la déclaration de Truman s'étalait à la une des journaux.

Fou de colère, Attlee écrivit à Truman le même jour : « J'ai pris connaissance avec grand regret de votre refus de donner un délai, ne serait-ce que de quelques heures, au chef du gouvernement d'un État qui détient la responsabilité effective du gouvernement de la Palestine, afin qu'il puisse vous entretenir de la réalité de la situation et des conséquences prévisibles de votre acte... J'attends avec la plus grande impatience de connaître les raisons contraignantes qui vous ont poussé à une telle précipitation. »

Truman répondit le plus simplement du monde que le 5 octobre étant pour les juifs jour du Kippour, il avait décidé ainsi d'alléger leurs inquiétudes et leur découragement. Il ajouta que la Grande-Bretagne, qui s'était un jour engagée à développer l'État juif, devrait savoir que cela est impossible sans une immigration juive immédiate et « substantielle ».

Mais la « clé » de la précipitation de Truman fut dévoilée dès le lendemain. En effet, le 6 octobre, John Dewey, le chef des Républicains et candidat présidentiel contre Truman, déclara qu'en réalité, il fallait que des centaines de milliers d'immigrants juifs, et non 100 000 seulement, viennent en Palestine ! Le 8, un autre candidat républicain surenchérit, en affirmant qu'il fallait non pas des centaines de milliers d'immigrants, mais des millions... Mis au courant de la campagne des Républicains, Truman s'était « précipité » pour les prendre de vitesse.

L'adoption par Truman du projet de l'Agence juive constituait un tournant dans l'histoire du conflit palestinien. Voilà que le président des États-Unis endossait le projet Peel et... offrait à l'État juif la totalité du Néguev.

Le 6 octobre, soit quarante-huit heures après la déclaration de Truman, la Haganah fondait les premières onze colonies dans le Néguev. Trois semaines plus tard, le 24 octobre, Goldman déclara que son mouvement « se satisfaisait » d'un État basé sur les délimitations du plan Peel et englobant le Néguev. Les « frontières » de Truman devinrent alors la revendication minimale pour tout État juif.

Le 16 décembre, jour prévu pour la reprise des travaux de la Conférence de Londres, la réunion fut ajournée au 26 janvier 1947. Pour donner la possibilité aux congressistes juifs réunis à Bâle entre les 9 et 24 janvier 1947, dans le cadre du

22^e congrès sioniste, de décider de leur éventuelle participation à la Conférence de Londres.

En signe d'apaisement, les Britanniques libérèrent le 5 novembre 1946 les dirigeants sionistes qu'ils détenaient. Mais le congrès sioniste rejeta par 171 voix contre 154, la participation à la Conférence de Londres, tout comme il refusa le projet Morrison-Grady ou tout autre projet fédéral ou de tutelle, qui aurait pour conséquence de retarder la naissance d'un État juif. Le congrès appela également à constituer la totalité de la Palestine en un État juif et à ouvrir les portes devant l'immigration sous le contrôle de l'Agence juive. Véritable artisan de ce vote, appuyé par les délégués américains, Ben Gourion réussit aussi lors de ce congrès à écarter Weizmann de la direction du mouvement.

La Conférence de Londres reprit donc ses travaux en l'absence des représentants juifs et américains, ces derniers ayant conditionné leur participation à celle de l'Agence juive.

Les débats durèrent du 26 janvier à la mi-février 1947. Seuls les États arabes y participèrent. Pratiquement, les négociations se déroulèrent à deux niveaux : l'un, officiel, entre Britanniques et Arabes, et l'autre, « informel », entre Britanniques et délégués sionistes, ces derniers ayant décidé, en dépit des résolutions du 22^e congrès juif, de ne pas couper tous les ponts avec Bevin. Mais, signe des changements au sommet du mouvement, ce fut Ben Gourion cette fois, et non Weizmann, qui dirigea la délégation venue à Londres.

La position arabe se résumait ainsi : attachement à la politique du « Livre Blanc » de 1939, gel de l'immigration et des transactions immobilières, revendication d'un seul État en Palestine au sein duquel les juifs seraient représentés proportionnellement à leur nombre.

De son côté, la position sioniste affirmait son attachement à la création d'un État juif sur toute la Palestine, et, si cela était impossible, à un retour du régime mandataire en Palestine, et, si cela s'avérait encore impossible, au partage du pays en deux États, l'un arabe et l'autre juif, dans des frontières « adéquates ».

Devant ces demandes contradictoires, Bevin s'en tint à son idée d'État binational. Le 7 février, il rendit public son projet, connu dès lors comme le « plan Bevin ».

Ce plan prévoyait cinq ans de tutelle britannique pour préparer le pays à l'indépendance. Durant cette période transitoire, les « cantons » à majorité juive ou arabe jouiraient d'une autonomie, 96 000 immigrants juifs seraient autorisés à venir en Palestine, et le gouvernement central, dirigé par le Haut

commissaire, aurait à charge la protection de la minorité dans chaque canton. Enfin, au terme des cinq ans, si l'impasse perdurait entre les deux parties, le dossier palestinien serait porté devant l'ONU.

Le plan Bevin fut rejeté par les juifs et les Arabes. Le 18 février 1947, Bevin annonça que la politique du mandat s'avérant désormais « inapplicable », son pays avait décidé de porter la question de Palestine devant la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU, prévue pour septembre 1947.

LE COMITÉ SPÉCIAL DE L'ONU SUR LA PALESTINE OPTÉ POUR LE PARTAGE DU PAYS

Des années charnières séparent la fin de la guerre du vote du partage de la Palestine en novembre 1947, durant lesquelles le mouvement sioniste semble faire face à la « nation arabe » mobilisée et regroupée au sein de la Ligue d'une part, et au peuple palestinien d'autre part.

Mais ce tableau est idyllique, et la réalité, nettement plus complexe.

Les scènes arabe et palestinienne

L'Égypte, le plus grand et le plus puissant des pays arabes, traversait une crise permanente depuis son occupation « temporaire » par les Anglais en 1882. L'octroi unilatéral par la puissance occupante de l'indépendance en 1922, un traité bilatéral signé en 1936, n'avaient pas satisfait les aspirations nationales. Aussi le mouvement national réclama-t-il dès la fin de la guerre l'amendement de ce traité. Les Anglais cédèrent devant la montée de la contestation. Mais les négociations entre Londres et Le Caire aboutirent à l'impasse en décembre 1946, ce qui amena l'Égypte à déposer une plainte au Conseil de sécurité en juillet.

L'Irak, de son côté, et bien que gouverné par des dirigeants anglophiles, connaissait également une crise dans ses relations avec ses protecteurs. À l'instar du nationalisme égyptien, le mouvement national irakien revendiquait l'amendement du traité bilatéral liant l'Irak à l'Angleterre depuis que celle-ci avait octroyé l'indépendance en 1930. En 1947, les négociations entre Londres et Bagdad étaient la première des priorités irakiennes.

À la même époque, la France multipliait ses efforts pour imposer des traités similaires à la Syrie et au Liban. Et bien que les courants nationalistes – Choukri al-Quwwatli en Syrie et Béchara al-Khoury au Liban –, aient remporté les élections,

la puissance mandataire refusait toujours de retirer ses forces de ces deux pays. Ce n'est qu'au printemps 1945 qu'elle cédera, sous les pressions britannique et américaine, non sans avoir bombardé Damas en mai 1945...

Mais ces indépendances récentes de la Syrie et du Liban, désormais dotés de régimes républicains, n'étaient pas du goût de l'émir Abdallah de Transjordanie...

Les Britanniques avaient octroyé son indépendance à l'émirat en janvier 1946, conclu un traité avec lui le 23 mars, puis patronné un traité irako-jordanien le 15 avril de la même année. Proclamé roi de Transjordanie le 25 mai 1946, Abdallah signa un traité avec la Turquie le 11 janvier 1947. Cette « alliance » souleva l'inquiétude de Damas, Beyrouth, Le Caire et Riyad : Abdallah avait déjà proclamé, le 11 novembre 1946, son appui à l'édification de la Grande Syrie, et cette annonce avait été perçue comme une contestation des indépendances libanaise et syrienne.

Puis, comme s'il confirmait les inquiétudes de ses partenaires arabes, le monarque de Transjordanie annonça le 4 août 1947 sa volonté de convoquer une assemblée constituante qui proclamerait la naissance de la Grande Syrie, puis sa fédération avec l'Irak. Et il invita même le président syrien Quwwatli à participer aux travaux...

Ces événements sur la scène arabe se déroulaient parallèlement à la création de la commission anglo-américaine d'enquête en Palestine (1945), la publication de son rapport (1946), la tenue de la Conférence de Londres (1946-47) et le transfert du dossier palestinien devant l'Assemblée générale de l'ONU (1947).

Du côté du « front » intérieur palestinien, la situation n'était pas plus reluisante. La révolution de 1936-39 avait laissé, comme tout mouvement inabouti, ses séquelles négatives sur l'unité du front anticolonial. Le pays était traversé par une grande vague de critiques contre les erreurs et les comportements de la direction nationale.

Par ailleurs, le centre de décision politique demeurait entre les mains du mufti hajj Amin al-Husseini, « absent » du pays depuis 1935 ! Ayant passé les années de guerre dans les pays de l'Axe, Husseini ne réapparut sur la scène politique moyen-orientale que le 20 juin 1946, lorsqu'il fut, à la surprise générale, reçu au Caire par le roi Farouk. Mais la Grande-Bretagne – sans l'accord de laquelle Husseini n'aurait pu mettre les pieds en Egypte – ne l'autorisa pas pour autant à rentrer en Palestine...

Aussi, entre 1937 et 1945, le peuple palestinien demeura-

t-il sans direction politique centrale : la Grande-Bretagne avait interdit le Haut Comité arabe en 1937, exilé ou arrêté la majorité de ses membres. Il est vrai que Londres autorisa la constitution d'un autre organe de direction en 1943. Mais les dissensions internes retardèrent la naissance d'un nouveau Haut Comité jusqu'en novembre 1945. Il ne verra le jour qu'après une mission de bons offices de Jamil Mardam Bey – le ministre syrien des affaires étrangères, délégué par la Ligue arabe – mais demeurera paralysé et inefficace. Le Hizb al-Arabi, le Parti arabe, qui regroupait les partisans du mufti, exigeait de se tailler la part du lion dans le nouvel organe.

Autre facteur d'affaiblissement du front intérieur palestinien, les mauvaises relations entre le mufti d'une part, l'Irak et la Transjordanie d'autre part. Les Irakiens, n'ayant jamais pardonné à Amin al-Husseini son rôle dans le coup d'État de Kilani, s'opposèrent à toute aide éventuelle de la Ligue arabe à son mouvement, tout comme ils lui interdirent de participer aux réunions de la Ligue après son retour d'Allemagne. Parallèlement, l'Irak appuyait une personnalité palestinienne indépendante : Mousa al-Alami. Ce dernier, comme nous l'avons vu plus haut, avait représenté la Palestine aux réunions préparatoires de la fondation de la Ligue à Alexandrie en 1944, et la stratégie qu'il avait proposé – appui au « Livre Blanc » de 1939, ouverture de bureaux d'information à Londres et Washington, déblocage de fonds d'aide pour la sauvegarde des terres en Palestine – était devenue la politique officielle arabe jusqu'aux débats sur le partage à l'ONU en 1947. Alami reçut donc de l'Irak les fonds nécessaires pour l'ouverture de ses bureaux d'information. Il en assumait la pleine responsabilité, les géra sans aucun contrôle et réussit à y regrouper un grand nombre d'intellectuels palestiniens. Cette « échappée » en solitaire aiguisa au plus haut point la méfiance du mufti et contribua à diviser encore plus les rangs palestiniens.

Les rencontres de Inshâss et Bloudan

Les 53 résolutions de la Ligue arabe sur la Palestine votées entre la fondation de la Ligue et le vote du Plan de partage en novembre 1947, reflètent bien l'état catastrophique des relations arabo-palestiniennes.

Ces textes demeurèrent dans leur écrasante majorité sans effet notable sur la scène palestinienne. Ainsi, la résolution de créer des bureaux d'information gérés par l'ensemble des membres de la Ligue demeura un vœu pieux dans la mesure où l'Irak prit le dossier en mains et versa le financement direc-

tement à al-Alami. Quant au fonds de sauvegarde des terres en Palestine, le dossier fut transféré, dès le vote de la décision en janvier 1945, à une série de commissions économiques, et se retrouva en mars 1946 transformé en projet de « Fondation financière », société immobilière à responsabilité limitée, au capital d'un million de livres sterling. Mais son capital ne fut jamais versé et la société en question ne vit jamais le jour, car entretemps la guerre avait éclaté en Palestine...

Les deux rencontres de Inshass et Bloudan donnent une image encore plus claire du rôle de la Ligue arabe durant cette période.

C'est à Inshass, en Égypte, qu'eut lieu, les 28 et 29 août 1946 (le rapport de la commission anglo-américaine venait d'être publié) la rencontre des rois et chefs d'État arabes. Ils déclarèrent unanimement que la Palestine, « le cœur du bloc arabe », ne pouvait être détachée de ses pays frères, et que le sionisme « constituait un danger menaçant non seulement pour la Palestine mais pour l'ensemble des pays arabes et des peuples musulmans ». Après avoir rappelé que « le minimum acceptable est l'arrêt de l'immigration et du transfert des terres, et l'octroi de l'indépendance à la Palestine », que « toute prise en considération des recommandations de la commission anglo-américaine serait considérée par les États arabes comme une agression directe contre eux », la Ligue s'engagea à « adopter toutes les mesures adéquates pour défendre la Palestine ».

À la clôture du sommet, les participants décidèrent à l'unanimité de verser annuellement 1 % de leur produit national pour aider les Arabes de Palestine à sauvegarder leur terres et financer une politique d'information sur leurs revendications.

Premier sommet arabe, la réunion d'Inshass fut suivie d'une réunion du conseil de la Ligue à Bloudan, en Syrie, entre les 8 et 12 juin 1946. À l'ordre du jour, l'application des décisions d'Inshass. Le délégué irakien ouvrit les travaux en affirmant que l'essentiel des discussions porterait sur les mesures que les États membres allaient adopter pour empêcher les États-Unis et la Grande-Bretagne d'appliquer les recommandations de la commission anglo-américaine. Cette proposition ne faisant pas l'unanimité, les débats devinrent bientôt houleux. Le délégué égyptien Nahhas Pacha proposa alors un compromis en deux volets : les États arabes ouvriraient des pourparlers avec les Américains et les Britanniques, tout en adoptant une série de mesures de représailles pour le cas où la position des deux grandes puissances resterait inchangée.

Au nombre des dispositions, celle stipulant que les États

arabes seraient contraints « de refuser à ces deux États ou à leurs citoyens de nouveaux privilèges économiques » et « de considérer l'abolition des privilèges existants ». L'allusion aux intérêts pétroliers des États-Unis et de la Grande-Bretagne était on ne peut plus claire...

S'agissant des organisations militaires sionistes, la Ligue adopta une autre résolution secrète : « La situation en Palestine évolue vers les affrontements violents du fait des préparatifs militaires sionistes [...] les Arabes de Palestine pourraient prendre légitimement des mesures identiques pour se protéger [...] ce qui ne manquera pas de placer les gouvernements arabes dans une position très délicate qui les contraindrait à autoriser leurs peuples à aider les Arabes de Palestine par tous les moyens financiers et militaires, ainsi que par l'enrôlement de volontaires. » La stratégie officielle arabe envisageait donc l'éventualité du recours aux armes pour défendre la Palestine.

Mais, jusqu'en septembre 1947, date du transfert du dossier palestinien devant l'ONU, aucune de ces décisions secrètes ne trouva la moindre application concrète.

Restent les dons. Les gouvernements arabes fournirent au Haut Comité palestinien, et ce jusqu'en juin 1947, une aide globale de 143 000 livres sterling (la Syrie : 103 000 livres sterling, l'Égypte : 20 000 livres sterling, le Liban : 15 000 livres sterling, et le Yémen, 4 500 livres sterling...). À la même période, les dons des seuls citoyens palestiniens au Haut Comité atteignirent 156 000 livres sterling.

La même année, le mouvement sioniste reçut des communautés juives américaines, 90 millions de \$...

L'ONU examine la demande britannique et nomme une commission d'enquête internationale, l'UNSCOP

Le 28 avril 1947, l'Assemblée générale de l'ONU fut spécialement convoquée à Flushing Meadows (New York) pour étudier la demande britannique de transfert du dossier palestinien après l'échec de la Conférence de Londres. Précisant que la saisie de l'ONU ne signifiait pas que la puissance mandataire renonçait à son mandat sur la Palestine, la Grande-Bretagne déclarait souhaiter la constitution d'une commission d'enquête dont les conclusions seraient présentées à l'Assemblée générale ordinaire lors de sa prochaine session, en septembre 1947. Les États arabes s'opposèrent à cette demande, arguant que la question était « saturée » d'études et d'enquêtes, et demandèrent l'annonce de la fin du mandat

et la proclamation de l'indépendance de la Palestine. Ils ajoutèrent que si une commission d'enquête était malgré tout constituée, elle devrait avoir pour mission principale l'étude des modalités de l'accession du pays à l'indépendance. Mais la requête arabe fut rejetée malgré l'appui de l'Union soviétique.

Le 8 mai, Andrei Gromyko, vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, annonça que son pays tenait à participer à la commission. Le 14 mai, il prononça un discours dans lequel il prenait acte de l'échec de la Grande-Bretagne en Palestine et réclamait la fin immédiate du mandat et son remplacement soit par un État démocratique binational, soit... par deux États, l'un juif et l'autre arabe. La déclaration fit l'effet d'une bombe. L'URSS venait d'adhérer au principe du partage, qu'elle avait jusque-là combattu et qualifié de projet colonialiste occidental...

Le 15 mai, les États-Unis et la Grande-Bretagne demandèrent que les cinq grandes puissances fussent écartées de la composition du comité, puis l'on procéda à la désignation des experts. L'UNSCOP (United Nations Special Committee on Palestine) regroupait les représentants de onze pays, choisis sur une base régionale : le Canada pour l'Amérique du Nord ; le Pérou, l'Uruguay et le Guatemala pour l'Amérique latine ; les Pays-Bas et la Suède pour l'Europe occidentale ; la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie pour l'Europe orientale ; l'Iran et l'Inde pour l'Asie, et enfin l'Australie.

Il faut noter ici que les Occidentaux formaient la majorité du comité, que l'Afrique en fut totalement exclue, et que les deux représentants du Guatemala et de l'Uruguay étaient connus pour leur appui proclamé au sionisme.

Le comité se vit attribuer de larges prérogatives « pour assembler tout élément en liaison avec la question de Palestine et enquêter partout où il le jugerait nécessaire », à charge de présenter son rapport le 1^{er} septembre au plus tard.

L'UNSCOP commença ses réunions entre les 26 et 31 août, et arriva en Palestine le 14 juin 1947. Il auditionna les représentants du gouvernement mandataire et les représentants de l'Agence juive, mais ne rencontra pas de représentants palestiniens, le Haut Comité arabe ayant décidé de boycotter l'enquête. L'UNSCOP partit ensuite pour Beyrouth où il auditionna les représentants de la Ligue arabe, et arriva le 28 août à Genève pour la rédaction de son rapport.

Pendant le séjour du comité en Palestine, les sionistes multiplièrent les opérations d'immigration illégale et les attaques terroristes contre les troupes anglaises. Ces attaques culminèrent

rent avec l'enlèvement puis la pendaison par l'Irgoun de deux sergents anglais, dont les deux cadavres piégés explosèrent lorsqu'ils furent découverts par les forces britanniques.

En juillet 1947, l'*Exodus*, chargé de 4 500 réfugiés, atteignit les côtes palestiniennes. Devant ce coup de force, Bevin décida alors de renvoyer le bateau en Europe. Mais l'Agence juive s'était préparée à cette éventualité, embarquant à bord plusieurs journalistes qui racontèrent par la suite dans leurs journaux ou sur les ondes le comportement « sauvage » des Britanniques. L'*Exodus* entra dans la légende sioniste.

Réunis à Genève pour rédiger leur rapport, les experts du comité se heurtèrent à une série de réalités : les Arabes demeuraient propriétaires de la quasi-totalité des terres de Palestine, et les juifs constituaient une minorité regroupée dans de petites enclaves. Ces vérités, rencontrées par toutes les missions d'enquêtes antérieures, avaient à chaque fois rendu le partage extrêmement difficile, moralement et pratiquement.

Le comité de l'ONU n'échappa pas à la règle. Rapidement, les différends devinrent très vifs entre ses membres. La décision fut alors prise de constituer des sous-groupes informels, aux vues opposées, notamment sur le partage de Jérusalem, de la Galilée occidentale et du Néguev. Garcia Granados, le représentant du Guatemala, et l'un des plus fervents partisans de la cause sioniste au sein du comité, raconte dans ses Mémoires : « Le 28 août arriva. Le sous-comité des frontières annonça son échec à aboutir à un accord entre ses membres. Or nous devons présenter notre rapport le 1^{er} septembre. La chose m'épouvanta ! Comment la majorité d'entre nous pourrait-elle recommander le partage sans délimiter les frontières ? »

Le rapport de l'UNSCOP

Les inquiétudes de Garcia furent néanmoins levées trois jours plus tard. Trois jours sur les bords du lac de Genève pour ficeler l'affaire et sceller le sort de la Palestine.

Le rapport de l'UNSCOP comportait 12 recommandations (onze acquises à l'unanimité et une avec l'abstention du Guatemala et de l'Uruguay) et deux projets pour l'avenir du pays.

Les recommandations votées à l'unanimité portaient sur la nécessité de mettre fin au mandat et sur l'instauration d'une période transitoire avant l'indépendance sous le contrôle de l'ONU ; la préservation des Lieux saints ; la préservation des libertés et des droits de l'homme et la protection des mino-

rités ; la résolution pacifique des différends entre les deux parties ; l'unité économique de la Palestine ; les droits des citoyens étrangers en Palestine ; et la coordination avec l'ONU pour mettre un terme à la violence.

Les sixième et douzième résolutions portaient sur le lien entre le problème des réfugiés juifs en Europe et la question de Palestine. La sixième (votée à l'unanimité) stipulait en termes généraux que « l'Assemblée générale doit résoudre de toute urgence le problème des réfugiés juifs européens pour alléger leurs souffrances et le fardeau que cela constitue pour le problème palestinien ». Mais la douzième résolution, qui n'avait pas obtenu l'adhésion du Guatemala et de l'Uruguay, était plus précise : « Il est incontestable que la Palestine ne peut constituer, à elle seule, la solution de la question juive ».

Quant aux deux projets pour l'avenir du pays, ils exprimaient, l'un, les vues de la minorité des membres du comité, et l'autre, les vues de sa majorité.

Les délégués minoritaires (Inde, Iran et Yougoslavie) préconisaient la création d'un État fédéral et bi-national, alors que les autres étaient en faveur du partage et de l'internationalisation de Jérusalem. Selon ce deuxième groupe, l'État juif serait établi dans les frontières dessinées par le plan Peel, augmentées de la totalité du Néguev.

SOUS LA HOULETTE AMÉRICAINE, L'ONU VOTE LA RÉOLUTION DE PARTAGE (SEPTEMBRE-29 NOVEMBRE 1947)

Le vote de la majorité des membres de l'UNSCOP en faveur du partage plongea l'opinion arabe dans le désarroi.

Le premier ministre irakien demanda la convocation de la commission politique de la Ligue arabe regroupant les chefs de gouvernements des États membres. Mais il rencontra quelques difficultés à être entendu. La Transjordanie ayant encore une fois au cours du mois d'août 1947 soulevé la question de la constitution de la Grande Syrie, les dissensions entre pays arabes avaient repris de plus belle. Le chef du gouvernement irakien entreprit alors une tournée dans les capitales concernées et parvint à calmer les esprits. La commission se réunit entre les 16 et 19 septembre 1947 dans la petite ville libanaise de Sofar, en présence des chefs de gouvernements du Liban, de la Syrie, de la Transjordanie, de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte, du Yemen et d'un représentant de la Palestine.

Les débats furent houleux. Ils portèrent tout d'abord sur l'application des résolutions secrètes de la réunion de Bloudan, qui avaient posé le principe de mesures de représailles contre les privilèges pétroliers des pays occidentaux. Fallait-il avertir les pays concernés, États-Unis et Grande-Bretagne, de la riposte que les Arabes envisageaient ? Et si oui, quand ?

Puis les chefs de gouvernement se penchèrent sur la question de l'aide à apporter au peuple de Palestine pour faire face à la partition. Alors, on vota de nouvelles résolutions secrètes : « Les recommandations de la commission spéciale de l'ONU constituent une violation flagrante des droits naturels des Arabes de Palestine à l'indépendance, tout comme un déni de toutes les promesses faites aux Arabes. [...] Ces recommandations constituent une menace indiscutable pour la sécurité de la Palestine et pour la sécurité et la paix de l'ensemble des pays arabes. Aussi la commission politique de la Ligue a-t-elle décidé de résister par tous les moyens pratiques et efficaces contre l'application des recommandations du comité spécial de l'ONU ».

La réunion fut levée, non sans avoir pris les décisions de reprendre la discussion lors de la prochaine session du conseil de la Ligue prévue pour le 1^{er} octobre, et de communiquer entre-temps les décisions de Bloudan (représailles contre leurs intérêts pétroliers) à Washington et à Londres.

Concernant l'aide aux Palestiniens, la commission recommanda « de prendre toutes les mesures nécessaires pour fournir au peuple de Palestine une aide urgente en finances, en armement et en hommes », et de constituer à cet effet une « commission technique militaire » permanente, formée des représentants des États membres, à charge pour elle de présenter son premier rapport dans un délai de trois semaines. La commission militaire fut placée sous la direction du général irakien Ismaïl Safwat. Bien que tardif, ce fut indiscutablement le premier acte sérieux de la Ligue arabe, dans le cadre des préparatifs militaires.

Le rapport de l'UNSCOP devant l'Assemblée générale

Convoquée le 16 septembre 1947, le même jour où se réunissait la commission politique de la Ligue arabe, l'Assemblée générale de l'ONU, qui comptait alors 58 pays membres, décida de se constituer en comité *ad hoc* pour étudier le rapport de la commission spéciale sur la Palestine.

Le secrétaire britannique aux colonies ouvrit les débats en sa qualité de représentant de la puissance mandataire. Il faut rappeler que lorsqu'elle décida, en février 1947, de saisir l'ONU de la question de Palestine, la Grande-Bretagne n'envisageait pas le moins du monde de mettre fin à son mandat sur ce pays, mais qu'elle espérait ainsi contourner les pressions de Truman. Dans ce pari sur l'ONU, la Grande-Bretagne misait sur le fait que l'Union soviétique voterait contre le partage, tout comme elle espérait que le « catholicisme » des pays d'Amérique latine (bloc de 20 pays à l'ONU) les empêcherait de s'aligner sur les positions sionistes.

Mais elle fut prise de court tant par l'annonce de l'appui de l'Union soviétique au principe du partage « si aucune autre solution n'était possible », que par le vote des membres de l'UNSCOP. C'est au vu de ces données que le gouvernement britannique, réuni le 20 septembre, décida de prendre acte de ces développements et d'abandonner définitivement son mandat sur la Palestine dans un délai de six mois, si aucun accord n'était conclu entre les Arabes et les juifs.

Le discours du secrétaire aux colonies devant l'Assemblée refléta cette nouvelle politique. Il affirma que son pays « n'était

pas prêt à appliquer une éventuelle solution par la force », et que si une demande lui était faite en ce sens, la Grande-Bretagne lierait sa réponse au degré de « justice réelle » de la solution proposée. Puis il avertit l'Assemblée que son pays se retirerait de façon anticipée si une solution acceptée par les deux bords n'était pas trouvée.

La position anglaise rejetait implicitement le partage. Et si la fin du mandat était une revendication arabe, il n'en demeurait pas moins que le discours du secrétaire d'État consacrait le désistement britannique de tous les engagements et de toutes les promesses faites aux Arabes, pour passer le bébé à l'ONU, et plus particulièrement au plus puissant de ses membres, les États-Unis.

Les regards se tournèrent alors vers les nouveaux maîtres du jeu : les États-Unis et l'URSS. La direction sioniste apprécia à sa juste valeur ce changement. Une stratégie de pression fut aussitôt déclenchée, d'autant plus que des informations confirmées faisaient état d'une opposition du département d'État américain au partage. Le Parti démocrate, travaillé par le lobby juif, mit alors tout son poids dans la balance, et l'on vit le Congrès faire durant le seul mois de septembre, cinquante appels à Truman pour le presser de demander à la délégation américaine à l'ONU d'appuyer le partage...

Le 12 octobre, le délégué sioniste prit la parole. Il affirma que la déclaration Balfour avait promis les deux rives du Jourdain, c'est-à-dire la Palestine *et* la Transjordanie, aux juifs, et que la recommandation de l'UNSCOP d'établir deux États, dont l'un, arabe, en Palestine, privait déjà les juifs du huitième des territoires qui leur avaient été promis. Il ajouta que les juifs, preuve de leur désir sincère de paix, étaient néanmoins prêts à supporter « ce lourd sacrifice » et à accepter les recommandations de l'UNSCOP, à condition toutefois que des pourparlers supplémentaires portent sur l'avenir de la Galilée occidentale et des quartiers juifs de Jérusalem (qui ne faisaient pas partie du lot de l'État juif envisagé).

De leur côté, les délégués palestinien et arabes rejetèrent le partage, le considérant contraire aux promesses de la Grande-Bretagne et aux principes de la Charte des Nations unies. Et le délégué syrien réclama la constitution d'une commission juridique internationale pour établir si la décision de partage était du ressort des prérogatives de l'ONU.

La Grande-Bretagne, la Colombie et les Pays-Bas demandèrent alors de prolonger les discussions de la proposition de l'UNSCOP qui établissait une différence entre la solution du

problème des réfugiés juifs européens et celle de la question de Palestine.

Mais le 11 octobre, le délégué américain, après avoir réclamé la formation d'une force de police internationale pour succéder à la Grande-Bretagne après son retrait de Palestine, annonça que son gouvernement acceptait la proposition de partage avec quelques modifications du tracé des frontières des deux États. Ce fut la première annonce officielle de l'acceptation du partage.

Le 13 octobre, le délégué soviétique Tsarapkin monta à la tribune. Estimant que la recommandation de créer un État fédéral unifié en Palestine s'avérait « impraticable », il annonça « l'appui de principe » de Moscou au partage.

Le 21 octobre, l'Assemblée forma trois sous-commissions : la première pour tenter une conciliation entre les demandes palestinienne et juive ; la seconde pour élaborer un plan détaillé d'application de la recommandation du partage, la troisième, enfin, pour formuler un plan détaillé de la réclamation des États arabes d'un État unitaire et indépendant à majorité arabe.

La Ligue arabe se réunit à nouveau

Pendant ces débats de l'ONU, le conseil de la Ligue fut convoqué entre les 7 et 15 octobre à Aley, au Liban. À l'ordre du jour : les résolutions secrètes de Bloudan, les mesures de rétorsions contre les privilèges pétroliers, l'étude enfin du rapport de la commission militaire du général Safwat.

Une nouvelle disposition secrète fut votée qui stipulait que les décisions de Bloudan seraient exécutoires si l'ONU optait pour une solution qui ne respecterait pas le droit de la Palestine à devenir un État arabe indépendant.

Le rapport de la commission militaire, quant à lui, se présentait en deux parties. La première dressait l'état détaillé des forces sionistes, et la deuxième énumérait les dispositions à prendre pour faire face à la menace.

Le rapport se concluait en ces termes : « Les sionistes disposent d'organisations et de formations politiques, militaires et administratives extrêmement développées et efficaces [...] Les Arabes de Palestine ne peuvent (tant en armes, hommes, munitions et corps de troupes), faire face seuls à la force sioniste [...] 350 000 personnes environ sont aujourd'hui menacées de massacres collectifs et de disparition [...] et la volonté de la Grande-Bretagne de se retirer laisse présager des événements d'une extrême gravité. »

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

Aussi la commission technique recommanda-t-elle :

1 : L'enrôlement de volontaires, leur entraînement et leur armement par les gouvernements ou les organisations populaires.

2 : La mobilisation par les pays arabes de toutes les forces disponibles et leur stationnement dans les zones proches des frontières palestiniennes.

3 : La création d'un commandement arabe unifié qui coordonne l'action de l'ensemble des unités régulières et non régulières.

4 : La fourniture aux Arabes de Palestine d'un minimum de 10 000 fusils de combat.

5 : La mise à disposition de la commission militaire d'un million de livres sterling.

6 : L'achat de la plus grande quantité possible de stocks militaires à l'étranger.

7 : La mobilisation de tous les avions disponibles pour surveiller les côtes palestiniennes.

Mais au cours de ces discussions sur l'état des forces militaires, le chef du gouvernement égyptien informa ses collègues que les problèmes actuels de son pays avec la Grande-Bretagne ne lui permettaient pas de participer à des opérations militaires, mais que son pays remplirait l'ensemble de ses autres obligations. Et le sommet aboutit à une seule et unique décision : l'octroi d'un million de livres sterling à la commission militaire...

L'ONU procède au vote des recommandations des trois sous-comités

Les discussions au sein des trois sous-comités durèrent du 21 octobre jusqu'aux 24-25 novembre 1947.

La constitution de ces trois sous-comités fut, dans les faits, et bien que leurs trois missions eussent laissé supposer une position impartiale vis-à-vis des trois issues possibles à la crise, une victoire tactique importante pour les partisans du partage.

Ainsi, le sous-comité chargé d'œuvrer à la conciliation se contenta en tout et pour tout de demander au représentant de l'Arabie Saoudite, l'émir Faysal ibn Abd al-Aziz, de rencontrer le secrétaire d'État américain aux affaires étrangères. Le diplomate saoudien accepta l'offre, mais le responsable américain ne donna aucune suite à l'affaire. De leur côté, les deux autres sous-comités ayant été chargés, l'un, d'étudier le projet arabe, l'autre, le projet du partage, la proposition alternative d'un État fédéral avancée par la minorité des membres

de l'UNSCOP disparut du débat sans même avoir été discutée. Et l'ONU se trouva de fait placée devant l'alternative de choisir entre le plan des États arabes *ou* le partage du pays. L'idée fédérale passa à la trappe, la position arabe fut jugée jusqu'au-boutiste et la solution du partage apparut comme un compromis.

Les délégués arabes s'étaient certes opposés à la composition des sous-comités, mais ils ne purent la modifier. Ainsi, le délégué américain qui avait d'ores et déjà annoncé l'appui de son pays au partage, était membre du sous-comité chargé d'étudier le partage... Il proposa à ses collègues de détacher Jaffa et le Néguev du futur État juif et de les « donner » à l'État arabe, dans l'espoir que ce « geste » amènerait les États arabes à accepter le partage. La nouvelle de la proposition parvint aux oreilles de la direction sioniste. Weizmann demanda une audience urgente à Truman le 19 novembre. Il racontera plus tard dans ses Mémoires qu'il ne lui fallut pas plus d'une heure pour convaincre Truman de « laisser » le Néguev à l'État juif, et que le président américain s'engagea en ce sens. Ce même jour, le délégué américain aux Nations unies, ignorant de la rencontre Truman-Weizmann, avait demandé une entrevue à Moshe Shertok en sa qualité de représentant de l'Agence juive, pour lui confirmer officiellement que le Néguev ne ferait pas partie de l'État juif. Il fut interrompu par une communication téléphonique de Truman. Le président lui ordonnait « de laisser » le Néguev à l'État juif. Il se retourna alors vers Shertok et lui dit : « Je voulais discuter avec vous d'un sujet précis, mais rien ne presse ».

Le 24 novembre l'ONU commença le vote des conclusions des rapports des deux sous-commissions. Il faut noter ici, et cette nuance sera d'une grande importance plus tard, que conformément à la procédure de l'ONU, le scrutin au sein de l'Assemblée constituée en comité *ad hoc* se faisait à la majorité simple des voix, alors que le scrutin au sein de l'Assemblée générale en tant que telle se faisait à la majorité des deux tiers.

La première journée du vote fut consacrée à la demande arabe d'un État arabe unifié. Trois projets de résolutions furent présentés. Le premier portait sur les aspects juridiques, le deuxième sur la distinction entre le problème des réfugiés juifs européens et la question de Palestine, la troisième enfin, sur l'État arabe unifié.

La première résolution, juridique, recommandait de s'adresser à la Cour internationale de justice pour lui poser la question suivante : « L'ONU ou l'un de ses membres dispose-t-il du droit d'appliquer ou de demander l'application d'une quel-

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

conque proposition concernant le régime constitutionnel de la Palestine, son mode de gouvernement à venir, ou toute proposition de partage, si cette dernière s'avérait contraire aux aspirations des habitants de la Palestine, ou était rejetée par la majorité du pays ? »

Le recours à la Cour internationale fut rejeté par 21 voix contre 20 et 13 abstentions. Ce qui en dit long sur les doutes des votants.

Partant des termes de l'UNSCOP – « Il est incontestable que la Palestine ne peut constituer, à elle seule, la solution de la question juive » –, la deuxième résolution proposait que les pays membres de l'ONU absorbent les réfugiés juifs « proportionnellement à l'étendue de leur territoire, à leurs ressources économiques et au revenu *per capita* de leurs citoyens ». Ce projet échoua à son tour, par 16 voix pour, 16 voix contre et 26 abstentions.

Mais le vote de la troisième résolution consacrée à l'État arabe unifié fut nettement plus clair : la résolution fut rejetée par 29 voix contre 12 voix et 14 abstentions.

Le 25 novembre, le comité *ad hoc* s'attaqua aux résolutions de la troisième sous-commission chargée d'étudier les modalités du partage. Un seul projet fut présenté au vote : il appuyait le partage avec quelques modifications de frontières, et notamment le « détachement » de Jaffa et de Bi'r al-Sab' de l'État juif. Le Néguev, par contre, demeurerait rattaché à ce dernier.

La résolution fut votée par 25 voix contre 13 et l'abstention ou l'absence de 19 pays. Les opposants au partage avaient été l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Yémen, la Syrie, le Liban, l'Iran, la Turquie, le Pakistan, l'Afghanistan, Siam, l'Inde et Cuba.

L'Assemblée générale des Nations unies vote la recommandation du partage

Le mercredi 26 novembre 1947 l'Assemblée générale se réunit pour procéder au vote de la résolution qu'elle avait déjà acceptée en sa qualité de comité *ad hoc*. La résolution du partage avait certes déjà été votée, mais elle ne l'avait été qu'à la majorité de 25 voix contre 13. Il lui fallait maintenant obtenir les deux tiers des voix de l'Assemblée générale.

Ce mercredi, le délégué de la Grèce monta à la tribune, attaqua violemment le partage et annonça que son pays voterait contre. Le délégué des Philippines et celui de Haïti firent de même. De son côté, le délégué du Libéria annonça au délé-

gué du Pakistan qu'il voterait également contre le partage : 17 pays s'opposaient désormais à la résolution. Mais le même jour, un coup d'État eut lieu au Siam, et le délégué de ce pays reçut une dépêche qui lui retirait son accréditation. Le nombre des opposants retomba à 16.

Au début de l'après-midi, la Belgique, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas annoncèrent qu'ils voteraient en faveur du partage, et le camp des partisans de la résolution passa à 28 pays, sans pour autant atteindre la majorité des deux tiers. L'Assemblée s'étant accordée jusqu'au 26 novembre à minuit pour conclure le vote, les délégués arabes commencèrent à reprendre espoir : si les choses demeuraient en l'état, le partage serait mis en échec.

Vers 16 heures, une rumeur circula dans les bancs de l'Assemblée : il était fortement question de reporter la séance du soir au 28 novembre. Accompagné du délégué irakien, Fadil al-Jamali, le délégué du Pakistan, Zafrullah Khan, partit aux nouvelles auprès du président en exercice, Oswaldo Aranha. Représentant du Brésil, connu pour ses fortes sympathies sionistes, Aranha confirma le report de la séance; et lorsque Zafrullah Khan s'enquit des raisons, il lui répondit que la liste des délégués qui avaient demandé la parole pour la séance du soir était trop longue. Zafrullah Khan et Jamali lui dirent alors qu'ils étaient prêts à retirer leurs noms de la liste des intervenants. Mais Aranha ne céda pas. Les deux diplomates lui demandèrent de rependre le lendemain 27 novembre, mais Aranha répondit que c'était la fête de Thanksgiving aux États-Unis. Ils insistèrent, lui rappelant que l'année précédente, l'Assemblée s'était bien réunie le jour de Thanksgiving. Mais en vain.

Le Congrès, l'Administration, le Parti démocrate, le président Truman d'une part, l'ensemble des organes du mouvement sioniste d'autre part, venaient de gagner de précieuses heures pour peser de tout leur poids et rallier notamment les États les plus faibles parmi les récalcitrants au partage : la Grèce, les Philippines, le Libéria et Haïti. Le 28 novembre au matin, comme par un coup de baguette magique, à l'exception de la Grèce, les trois autres pays étaient devenus favorables au partage de la Palestine.

Le même jour, le délégué colombien proposa le retour au comité *ad hoc* pour essayer de trouver une solution de compromis. Mais sa proposition fut rejetée. La France, qui n'avait pas encore fait connaître sa position, proposa alors que la séance soit reportée au lendemain 29 novembre, ce qui fut accepté malgré l'opposition des États-Unis et de l'Union soviétique.

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

Le 29 novembre, après avoir rejeté une proposition de l'Iran de remettre les débats aux 15 janvier 1948, et une autre, du délégué libanais Camille Chamoun, de voter un projet de fédération, l'Assemblée passa au vote. Le partage de la Palestine fut voté par 33 voix contre 13 et 10 abstentions, dont celle de la Grande-Bretagne. Alors toutes les délégations arabes se levèrent et quittèrent la salle, tandis que retentissaient les applaudissements des vainqueurs.

FACE À L'EXTENSION DES COMBATS, WASHINGTON PROPOSE LE REMPLACEMENT DU PARTAGE PAR UNE TUTELLE INTERNATIONALE (29 NOVEMBRE 1947-FIN MARS 1948)

Le 8 décembre 1947, soit une semaine après le vote du partage, la Grande-Bretagne fixa au 15 mai 1948 le retrait de son administration civile et de ses forces armées de Palestine. Ainsi débutait le compte à rebours des cinq derniers mois de la présence britannique dans le pays.

Préparatifs arabes

Ce même 8 décembre 1947, la Ligue arabe réunit sa commission politique au siège du ministère des affaires étrangères égyptien, pour étudier le deuxième rapport de la commission militaire du général Safwat.

Reprenant les conclusions de son premier rapport d'octobre 1947, et soulignant encore une fois la grande disproportion entre les forces juives et arabes, Safwat réaffirmait sa conviction que des forces irrégulières arabes ne pourraient venir seules à bout de la machine sioniste et qu'il était indispensable de mettre sur pied des forces régulières bien entraînées et dotées d'armement moderne et ce, dans les plus brefs délais car le temps jouait contre les Arabes. D'ici là, le plus grand nombre de Palestiniens devaient être armés pour défendre leur peuple et harceler les colonies ainsi que les lignes de communication de l'ennemi. L'ensemble des forces régulières serait placé sous commandement général unifié.

Quant aux effectifs, ils seraient répartis comme suit : une brigade constituée de trois régiments, dont un mécanisé (Égypte) ; une brigade constituée de deux régiments (Irak) ; un régiment renforcé par une unité mécanisée et une unité de cavalerie (Syrie) ; une troupe appuyée « par tous les blindés disponibles » (Liban) ; et enfin, une brigade palestinienne régulière.

Safwat confirma qu'à ce jour, le comité militaire disposait d'un siège à Qudsiyyé et d'un centre d'entraînement à Qatana

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

(tous deux à proximité de Damas), qu'il avait reçu 700 fusils de la Syrie et 300 du Liban, que 250 volontaires palestiniens avaient déjà rejoint le centre d'entraînement et que la Syrie avait envoyé une mission à l'étranger pour acheter 8 000 fusils.

La commission politique de la Ligue discuta le rapport de Safwat et prit un certain nombre de décisions secrètes afin de « mettre en échec le plan de partage, empêcher la naissance d'un État juif en Palestine, et préserver la Palestine en tant qu'État arabe unifié et indépendant ». Il fut également décidé de doter immédiatement le comité militaire, désormais désigné par le « comité militaire permanent », de 10 000 fusils et 5 000 000 de balles, fournis selon le quota suivant : Transjordanie (1 000), Syrie (2 000), Irak (2 000), Arabie Saoudite (2 000), Égypte (2 000) et Liban (1 000).

Les pays membres s'engagèrent à envoyer un minimum de 3 000 volontaires (500 de Palestine, 200 de Transjordanie, 500 de Syrie, 500 d'Irak, 500 d'Arabie Saoudite, 500 d'Égypte et 300 du Liban) avec leur équipement complet vers le centre d'entraînement en Syrie, et à mettre un million de livres sterling à la disposition du secrétariat général de la Ligue. Safwat fut enfin nommé commandant en chef des forces palestiniennes et des unités de volontaires arabes.

En Palestine même, Muhammad Izzat Darwaza raconte dans ses Mémoires que le mufti Amin al-Husseini lui révéla à la veille du vote du partage en novembre 1947 qu'il avait réussi à faire entrer dans le pays 200 fusils, 10 mitrailleuses, un demi-million de balles et trois tonnes d'explosifs pour équiper 50 cellules de 10 combattants chacune, affectés pour garder les zones arabes à Jaffa, Haïfa et Jérusalem.

Préparatifs sionistes

Grâce à la politique d'immigration adoptée par le mouvement sioniste, la proportion d'habitants juifs aptes au métier des armes était particulièrement élevée. Un recensement effectué par l'Agence juive à la fin de l'année 1947 indique que 185 000 hommes avaient entre 16 et 50 ans. Au lendemain du vote du partage, la Haganah mobilisa la tranche des 17-25 ans et constitua ainsi 9 brigades.

Quelques semaines plus tôt, le 6 novembre 1947, Ben Gourion avait ordonné aux ateliers militaires de la Haganah, dont les équipements avaient été acquis aux États-Unis, de fabriquer dans les plus brefs délais 20 000 fusils, 10 000 mitraillettes, 10 000 revolvers et 4,5 millions de balles. Par ailleurs, et comme il le raconte dans ses Mémoires, Ben

Gourion avait envoyé en Tchécoslovaquie une mission pour acheter des armes, qui conclut le 15 janvier 1948 un accord avec la firme Skoda pour une fourniture de 24 500 fusils, 5 021 fusils-mitrailleurs et 46 millions de balles. La majeure partie de cet armement arriva en Palestine avant le 15 mai 1948.

De son côté, le *Livre de la Haganah*, qui est l'histoire officielle de l'armée sioniste, précise qu'au jour du partage l'armement de la Haganah se présentait déjà comme suit : 84 mortiers (3 pouces), 670 mortiers (2 pouces), 16 armes anti-chars, 932 mitrailleuses, 17 502 fusils, 3 830 revolvers, 3 662 mitraillettes et 53 000 grenades.

Le 17 décembre 1947, l'Agence juive annonça une campagne de collecte de dons au sein de la communauté juive américaine afin de recueillir 250 millions de dollars.

Parallèlement à ces préparatifs et dès l'annonce du partage, l'état-major de la Haganah, qui avait déjà dans ses tiroirs plusieurs plans pour la mainmise sur le pays, commença à mettre en pratique les deux principaux d'entre eux. On lança le plan Gimmel, tandis que le commandement mettait la dernière touche au plan Dalet.

Le plan Gimmel partait de la double hypothèse de la présence des forces britanniques dans le pays et de l'absence d'armées régulières arabes en Palestine, alors que le plan Dalet se fondait sur la double hypothèse contraire, à savoir le départ des forces britanniques et la participation des armées régulières arabes aux combats.

Le plan Gimmel, prévoyait la frappe des directions civiles et militaires palestiniennes ainsi que des sites urbains, des clubs, des cafés, des villages, des moyens de transport et de toutes les installations vitales (réservoirs d'eau, moulins à grains) dans le but de « mettre fin aux troubles de l'ordre » et pour empêcher les masses palestiniennes de faire front avec les « agitateurs » (sic). Jusqu'en avril 1948, la Haganah agit conformément au plan Gimmel date à laquelle elle lui substitua le plan Dalet.

Le déclenchement des affrontements à la suite de l'annonce du partage

Conscient qu'il n'était pas encore prêt au combat, le Haut Comité arabe commença par appeler les Arabes de Palestine à une grève générale de trois jours contre le vote du partage. Mais la mobilisation des esprits, la tension extrême au sein des deux camps, l'existence sur le terrain de milliers de « points

de friction » entre les deux populations et le sentiment, enfin, que le plan de partage n'était rien d'autre qu'un feu vert donné à un peuple pour s'approprier le territoire national et les biens d'un autre peuple, firent que les accrochages se multiplièrent.

Durant les quatre premiers mois qui suivirent le partage, les sionistes, qui avaient l'initiative, développèrent leurs attaques selon un schéma bien précis. Ainsi, et tandis que la Haganah continuait à appliquer le plan Gimmel, les groupes du Lehi et de l'Irgoun déclenchaient de leur côté une série d'attentats terroristes.

Le 13 décembre 1947, l'Irgoun monta des raids contre les quartiers arabes de Jérusalem, Jaffa et Haïfa et tua 35 Palestiniens. Le 19, la Haganah attaqua le village palestinien de Khasas (district de Safad) et tua 10 de ses habitants. Le 29, un attentat à la bombe dans un quartier arabe de Jérusalem fit 17 victimes palestiniennes. Le lendemain, 20 décembre, l'Irgoun attaqua à la grenade des ouvriers palestiniens de la raffinerie de Haïfa, tuant 6 Palestiniens et en blessant 42. Les ouvriers palestiniens attaquèrent alors les ouvriers juifs de la raffinerie et en tuèrent 41, ce à quoi la Haganah riposta le lendemain par une attaque du village voisin de Balad al-Shaykh, qui fit 17 victimes et 33 blessés.

Attentats et attaques se poursuivirent sur le même mode durant le mois de janvier 1948. Le 4 janvier, un attentat à la voiture piégée perpétré par le groupe Lehi contre le sérail de Jaffa, fit 26 victimes palestiniennes. Le 5, la Haganah fit sauter l'Hôtel Semiramis à Jérusalem. Bilan : 20 tués palestiniens. Le même jour, un attentat à la bombe à Bab al-Khalil, à Jérusalem, fit 25 victimes palestiniennes.

Ces actes terroristes coïncidèrent avec l'entrée en Palestine, à partir de la frontière syrienne, des premiers volontaires arabes regroupés au sein de « l'Armée du Secours » (Jaysh al-Inqâdh). C'est ainsi qu'une première unité de 330 combattants arriva en Palestine le 8 janvier, suivie les 21 et 28, par deux unités de 360 et 400 hommes. Aussitôt sur place, ces forces déclenchèrent des attaques contre les colonies juives, mais elles furent contrées par les troupes britanniques. La Haganah, de son côté, poursuivait ses attaques de villages arabes : Shafa'amr, Tamra et Sa'sa' (Galilée) firent l'objet de raids les 19 janvier et 14 février, et Sukrir (Gaza) fut attaqué le 26 janvier.

La riposte palestinienne débuta en février. Les unités du « Tadmîr » (destruction), dépendant du Haut Comité arabe et placées sous le commandement de Abd al-Qadir al-

Husseini, firent sauter, le 1^{er} février, le siège du journal *Palestine Post* à Jérusalem. Bilan : 20 morts. Le 22, ces mêmes groupes firent sauter le quartier commercial Ben Yehouda, tuant 57 juifs et en blessant 100.

Réunion de la Ligue arabe

Réunie au Caire entre les 7 et 22 février 1948 pour faire le point de la situation, la commission politique de la Ligue se pencha sur un nouveau rapport du général Safwat. Selon ce dernier :

Le comité militaire avait réussi à ce jour à faire entrer en Palestine 1 700 fusils et un demi-million de balles.

Des 4 976 volontaires ayant terminé leur entraînement dans le camp de Qatna près de Damas, 2 500 d'entre eux étaient déjà entrés en Palestine et 1 626 autres se préparaient à les rejoindre.

À l'exception de la Syrie, les pays arabes n'avaient pas rempli leurs engagements. Ainsi, l'Irak, par exemple, n'avait fourni que 1 260 fusils sur les 2 000 promis, et l'Égypte avait livré 1 200 fusils directement au mufti de Jérusalem et non au commandement militaire unifié nommé par la Ligue.

Toutes les tentatives d'achat d'armes à l'étranger avaient échoué du fait des entraves mises par les sionistes et leurs alliés.

Safwat concluait que la poursuite des combats deviendrait extrêmement hasardeuse si les États arabes ne remplissaient pas leurs engagements et si les obstacles décrits dans le rapport n'étaient pas levés. Mais la commission politique se contenta de voter un budget supplémentaire d'un demi-million de livres sterling, et de nommer un nouveau comité militaire formé des délégués des États membres et chargé de « consolider la coordination militaire ».

Développements graves en Irak et en Transjordanie

Au cours des trois premiers mois qui suivirent le vote du partage, les relations bilatérales entre l'Irak et la Transjordanie d'une part, la Grande-Bretagne de l'autre, connurent des développements graves dont les conséquences furent lourdes sur la suite des événements.

Maître incontesté de l'Irak, Nuri al-Saïd était probablement le seul dirigeant arabe qui avait – et quoi que l'on pense du personnage et de ses projets – une vision stratégique globale de l'avenir des États arabes du Croissant fertile et du foyer

national juif. En 1943 déjà, et comme nous l'avons dit plus haut, Saïd avait envoyé son projet, le « Livre bleu », au secrétaire d'État britannique résidant au Caire. Il y préconisait l'unité de la Syrie, du Liban, de la Transjordanie et de la Palestine, et l'établissement d'une union fédérale entre ces quatre pays réunis et l'Irak. Selon ce même projet, un « foyer national juif » autonome serait établi dans les zones palestiniennes à forte concentration juive. Mais le projet de Saïd ne vit pas le jour et la naissance de la Ligue arabe vint contrecarrer ses rêves. Cependant, le dirigeant irakien ne renonça pas, d'autant plus que sa proposition jouissait de l'appui secret de la Grande-Bretagne, un appui qui ira grandissant au fur et à mesure que la négociation des relations bilatérales entre Londres et Le Caire connaîtront une crise.

Saïd dirigeait la délégation irakienne à l'ONU lors des débats sur le partage. Sur le chemin du retour vers Bagdad, il s'arrêta au Caire pour participer aux réunions de la commission politique de la Ligue réunie entre les 8 et 17 décembre dans la capitale égyptienne. Là, il prit connaissance du rapport de Safwat et selon ses propres dires acquit la conviction que les pays arabes n'étant pas sérieux dans leur opposition au sionisme, il incombait à l'Irak de prendre la tête du camp arabe et – c'était pour Saïd le premier pas dans la bonne direction – de commencer par consolider les rapports avec la Grande-Bretagne en amendant le traité bilatéral conclu en 1930 entre Londres et Bagdad. Ainsi, pensait-il, la Grande-Bretagne moderniserait, renforcerait et armerait l'armée irakienne, condition indispensable pour que cette dernière puisse tenir tête à la machine de guerre de Ben Gourion.

Le 1^{er} janvier 1948, accompagné de son premier ministre, Salih Jabr, Saïd arriva à Londres. Leurs négociations avec les responsables britanniques aboutirent le 11 janvier à la conclusion du traité de Portsmouth qui remplaçait désormais le traité de 1930. Comme escompté par Saïd, le nouvel accord prévoyait un développement substantiel des capacités de l'armée irakienne, mais le dirigeant irakien n'avait pas apprécié à sa juste mesure la grande impopularité des Britanniques en Irak. Les manifestations de masse prirent une ampleur telle qu'elle forcèrent le régent d'Irak à annoncer, le 22 janvier 1948, l'annulation du traité et la chute du gouvernement de Salih Jabr. La Grande-Bretagne réagit aussitôt et bloqua la quasi-totalité de l'approvisionnement en matériel de l'armée irakienne.

La Transjordanie, de son côté, avait dès 1944 fait savoir à la Grande-Bretagne, par la bouche de son premier ministre,

Tawfiq Abou al-Houda, d'origine palestinienne d'ailleurs, qu'elle ne s'opposait pas au partage de la Palestine tout comme elle ne refuserait pas que certaines régions palestiniennes fussent rattachées à elle. Il faut rappeler que le projet de partage de Peel en 1937 prévoyait déjà de telles dispositions.

Suite à ce « revirement » transjordanien, les contacts débutterent entre Amman et l'Agence juive en août 1946. Et, le 17 novembre 1947, près de deux semaines avant le vote du partage, le roi Abdallah rencontra Golda Meir dans la colonie de Naharayim, à proximité de Tibériade. Ils tombèrent d'accord sur le principe du partage et sur le fait qu'il fallait contrer le mufti de Palestine, Amin al-Husseini. Les réunions secrètes entre les deux parties se prolongèrent entre les mois de décembre 1947 et février 1948. Les délégués d'Amman y confirmèrent leur acceptation de l'accord de Naharayim, non sans réclamer de temps à autre un élargissement des zones allouées à l'État palestinien.

Lorsque le traité de Portsmouth fut dénoncé par l'Irak, Amman dépêcha à Londres son premier ministre, Abou al-Houda, pour y rencontrer Ernest Bevin, le ministre britannique des affaires étrangères. Les pourparlers qui se tinrent le 7 février (le jour même où la Ligue se réunissait pour voir comment contrer les sionistes...) aboutirent à un accord en vertu duquel Amman respecterait les frontières fixées par la résolution de partage de l'ONU et ne ferait pas entrer sa Légion arabe dans les zones de l'État juif. Cette rencontre eut lieu en présence de l'officier britannique et commandant de la Légion arabe transjordanienne, Glubb Pacha, qui rédigea le procès-verbal des discussions.

Les combats pour le contrôle des voies de communication culminent en mars 1948

Sur le terrain les combats s'intensifiaient et la Haganah continuait à poursuivre la mise en pratique du plan Gimmel. C'est ainsi qu'elle détruisit le village de Biyar 'Adas (district de Jaffa) le 5 mars, puis celui de Abou Kabir (banlieue de Jaffa) le 12 mars, le village de Husseinyya (district de Safad) le 13 mars, le village de Jabaliya (banlieue de Jaffa) le 22 mars, et des campements bédouins (district de Tibériade) le 24 mars. De son côté, le groupe Lehi, poursuivant ses attentats, fit exploser une bombe le 3 mars à Haïfa, tuant 11 Palestiniens et en blessant 27.

Mais le fait saillant de ce mois de mars fut l'offensive pour le contrôle de la quasi-totalité des voies de communications

entre les colonies juives. Menées par « l'Armée du Secours » d'une part et les combattants du Jihad al-Muqaddas, bras armé du Haut Comité arabe d'autre part, ces attaques furent couronnées de succès malgré la faiblesse des effectifs et le manque de coordination entre les deux groupes. Les effets de ce contrôle des routes furent immédiats.

Une embuscade tendue à un convoi de la Haganah près du village de 'Artouf (district de Jérusalem) par une unité du Jihad al-Muqaddas fit 11 morts juifs. Une autre unité conjointe du Jihad et de « l'Armée du Secours » attaqua un convoi le 27 mars, tuant 45 soldats de la Haganah. Le même jour, les soldats de « l'Armée du Secours », tendirent encore une embuscade à un troisième convoi de la Haganah et tuèrent 70 soldats. Et, n'avaient été l'intervention à chaque fois des forces britanniques pour dégager les soldats juifs et libérer les prisonniers, les pertes de la Haganah auraient sans doute été bien plus lourdes.

Durant ce même mois de mars, les groupes du « Tadmir » [unités palestiniennes en charge des opérations de plasticage] parvinrent à percer les défenses du siège de l'Agence juive à Jérusalem, et à faire sauter ses bâtiments. Bilan : 12 morts et 86 blessés.

Revenant sur la résolution de partage, Washington réclame une tutelle internationale sur la Palestine

Rassurée jusque-là par les délégués sionistes qui n'avaient cessé de lui affirmer que le partage ne rencontrerait pas d'opposition notable en Palestine et que les États arabes s'y plieraient, la Maison Blanche fut extrêmement perturbée par l'intensification des affrontements. Elle commença à réviser ses projets.

Il faut à ce propos signaler que l'administration américaine était encouragée dans cette direction par les experts du département d'État. Déjà opposés au partage, ils estimaient que l'appui de leur gouvernement aux thèses sionistes ne manquerait pas de s'avérer néfaste pour les intérêts de leur pays dans le monde arabe.

La généralisation des combats, l'entrée de volontaires arabes en Palestine, la riposte des combattants palestiniens et arabes aux coups de la Haganah, leur offensive réussie pour le contrôle des voies de communication, l'approche du retrait des troupes britanniques, la peur d'une intervention des armées arabes, furent autant d'arguments en faveur des thèses des « arabistes » du département d'État et du ministère amé-

ricain de la défense. Le partage s'avérait impossible dans la pratique et il était urgent de lui trouver une alternative pour combler le vide que causerait le retrait de la Grande-Bretagne. Ainsi naquit la proposition d'un régime de tutelle internationale sous la supervision des Nations unies.

Début mars, le département d'État envoya un mémorandum en ce sens à Truman, qui se rangea à l'avis de ses diplomates. Le 16, des instructions parvinrent à la délégation américaine à l'ONU, lui demandant de soumettre un projet de tutelle au Conseil de sécurité. Le 19, le délégué américain, Warren Austin, affirma « que le Conseil de sécurité n'était pas disposé à œuvrer pour un plan qui ne pouvait être appliqué de façon pacifique. Les armes et les hommes affluent vers les deux camps, et les États-Unis estiment qu'il faut placer la Palestine sous une tutelle temporaire supervisée par le conseil de tutelle de l'ONU, pour fournir aux deux bords la possibilité d'aboutir à un accord. Et il convient de convoquer immédiatement une session spéciale de l'Assemblée générale pour voter une résolution de gel du partage ».

Le discours d'Austin constitua une immense surprise pour les dirigeants et l'opinion juifs. Les protestations s'élevèrent aussitôt : la proposition américaine, si elle se concrétisait, constituerait la plus grande défaite de la diplomatie sioniste depuis le « Livre Blanc » de 1939. L'Agence juive et le Vaad Leumi proclamèrent leur refus absolu de la proposition d'une tutelle, même temporaire.

Le 1^{er} avril 1939, Warren Austin appela Arabes et juifs à un arrêt immédiat des combats et renouvela sa demande d'une convocation immédiate de l'Assemblée générale. Moshe Shertok, au nom de l'Agence juive, lui répondit : « Les sionistes viennent de franchir le seuil de l'État et il n'est pas question de revenir en arrière ».

En Palestine, le mandat britannique n'avait plus que six semaines à vivre.

LES FORCES SIONISTES DÉCLENCHENT L'OFFENSIVE GÉNÉRALE EN PRÉVISION DE LA FIN DU MANDAT, LE 15 MAI 1948

Convaincu que seules des armées régulières pouvaient tenir tête aux troupes de la Haganah, le général Safwat n'était pas dupe des succès des forces irrégulières arabes. Le 23 mars 1948, il fit parvenir un nouveau rapport à la commission politique de la Ligue arabe.

Il y rappelait l'énorme déséquilibre des forces. Si le total des effectifs de volontaires placés sous ses ordres était de 5 200 combattants arabes, dont 4 000 étaient entrés en Palestine, et de 2 500 Palestiniens déjà présents sur le terrain, les troupes sionistes alignaient 50 000 hommes. Concernant les achats d'armes à l'étranger, il ajoutait : « Aucune cargaison ne nous est parvenue à ce jour et nous ignorons si [les envoyés arabes] ont réussi à conclure ces ventes, et les dates éventuelles de livraison. »

Poursuivant l'énumération de ses inquiétudes, Safwat mettait en garde contre le relâchement, l'euphorie et « la crédulité face aux faux communiqués de la presse arabe », et signalait que les garnisons arabes relativement importantes, telles celles de Jaffa, Jérusalem et Haïfa, étaient « en position défensive et ne tiendront probablement pas longtemps ».

Avant de conclure, le rapport reprenait la litanie des constats habituels de Safwat : mettre en échec le projet de l'État juif impose de disposer de forces au moins égales à celle des sionistes ; les effectifs arabes actuellement engagés ne peuvent remporter la victoire, tout au plus pourront-ils faire durer les combats s'ils sont renforcés en hommes et en armes ; seule l'entrée des armées régulières arabes dans la bataille est garante d'une victoire.

Et Safwat, constatant l'insuffisance tragique des moyens de transport mis à la disposition des armées régulières, terminait en pressant les gouvernements d'y remédier dans les plus brefs délais, « faute de quoi nous ne serons pas prêts à la date de la fin du mandat (15 mai 1948) et nous aurons raté le coche comme nous l'avons régulièrement fait par le passé ».

Le plan Dalet

Le plan Gimmel avait débuté en novembre 1947. Partant de la double hypothèse de la présence des forces britanniques sur le terrain et de l'absence d'intervention des troupes régulières arabes, il se cantonnait à porter des coups durs aux villes et villages palestiniens mais sans tenter de les occuper. Parallèlement à cette stratégie, l'état-major de la Haganah mettait la dernière touche au plan Dalet.

Partant de l'hypothèse du retrait britannique et de la quasi-certitude d'une intervention des armées arabes en Palestine, ce plan devait être à l'origine appliqué dès la fin du mandat. Mais l'évolution des événements sur le terrain, certains changements sur la scène internationale, convainquirent les militaires sionistes de l'anticiper. Le changement d'attitude des États-Unis qui appelaient désormais à un régime de tutelle, le fait que les troupes britanniques opéraient un retrait graduel, abandonnant certaines zones de Palestine tout en se rassemblant dans d'autres, la mainmise des partisans palestiniens sur les voies de communication au cours du mois de mars, conduisirent la direction de la Haganah à avancer le déclenchement du plan Dalet à la première semaine d'avril 1948.

Le plan Dalet prévoyait le contrôle total du territoire de l'État juif, et l'utilisation de ce territoire comme base pour la conquête de nombreuses portions du territoire alloué à l'État arabe, considérées comme vitales pour la « défense » de l'État juif ou indispensables pour sa cohésion territoriale.

Commandant des opérations de la Haganah, Yigal Yadin, qui semble paradoxalement reprendre pour son propre camp les arguments que Safwat développait pour le sien, explique dans le *Livre de la Haganah* les raisons qui ont poussé le commandement à avancer la date d'exécution du plan Dalet. « Il faut se rappeler qu'à ce jour toutes les phases de la bataille nous ont été imposées par l'ennemi, et que nous n'avons pas pu influencer sur le cours stratégique ou opérationnel des affrontements qui, d'une série d'incidents, se sont transformés en batailles opposant deux forces quasi régulières. La seule solution est de reprendre l'initiative des opérations. »

Le plan Dalet comprenait quinze « opérations » réparties entre les neuf brigades de la Haganah. Sept des quinze « opérations » visaient la conquête de territoires situés au sein des frontières de l'État palestinien ou de la zone internationale tels que délimités par la résolution de partage. Les ordres de missions se présentaient comme suit : brigade Golani, zone de Nazareth ; brigade Carmeli, zone de Haïfa et de Saint Jean

d'Acre ; brigade Alexandroni, zones de Qalqiliya et Toulkarm ; brigade Kiryati, zone de Jaffa ; brigade Givaati, zones de Lod et de Ramleh ; brigade Etzioni, zones de Jérusalem, Hébron, Bethléem et Beït Jala.

Enfin au cours d'une réunion tenue au domicile de Ben Gourion le 1^{er} avril 1948, il fut décidé de charger une force de 1 500 hommes d'occuper la totalité des villages arabes bordant la route reliant le littoral à Jérusalem. Cette opération porterait sur le groupe des villages de Bab al-Wad aux pieds des monts de Jérusalem et irait jusqu'à la ville elle-même. Il incombait à cette force spéciale « d'inaugurer » le plan Dalet. Cette opération, nommée Nahshon, débiterait le 5 avril et serait précédée par l'occupation du village stratégique de Qastal, à mi-chemin entre le groupe des villages de Bab al-Wad et Jérusalem.

La chute de Qastal et la mort de Abd al-Qadir al-Husseini

Bâti à 750 mètres d'altitude, le village de Qastal surplombe la route de Jérusalem (500 mètres d'altitude). Dominés par la maison du maire, une petite mosquée, un cimetière et les ruines d'un fortin ; bordées à l'ouest d'une épaisse forêt, les cinquante habitations de Qastal sont bâties en escalier au nord, à l'est et au sud. Sa population au moment des faits était de 300 âmes environ. Et le village était équidistant (près de 2 km) de la colonie de Motza à l'est et de celle de Anavim à l'ouest. Anavim était en outre le siège du commandement des unités d'élite du Palmach pour la région de Jérusalem.

Côté palestinien, le district de Jérusalem était placé sous le commandement de Abd al-Qadir al-Husseini. Né en 1908, Abd al-Qadir avait été étudiant à l'université américaine du Caire, avant de rejoindre les patriotes palestiniens engagés dans la Révolution de 1936-39. Grièvement blessé à deux reprises, il fut évacué vers le Liban pour y être soigné, avant de rejoindre en 1941 le mouvement de Kilani en Irak. Lorsque ce dernier fut écrasé par les troupes britanniques, Abd al-Qadir trouva refuge en Arabie Saoudite, puis, en 1948, il s'infiltra en Palestine pour prendre la direction des unités du Jihad al-Muqaddas qui dépendaient du Haut Comité arabe. Là, il se vit confier par le comité militaire du général Safwat le commandement de tout le front de Jérusalem. Safwat plaça 550 volontaires palestiniens sous ses ordres, auxquels on adjoignit les 128 soldats de « l'Armée du Secours » qui formaient alors la garnison de Jérusalem. Ces effectifs demeuraient néanmoins bien faibles face aux

troupes sionistes qui avaient concentré là des forces de la Haganah, de l'Irgoun et du Lehi.

Réputé pour sa droiture, son courage, sa modestie et sa simplicité, Abd al-Qadir, jouissait d'une immense popularité tant parmi ses hommes que dans l'opinion palestinienne en général. Et il avait, malgré la faiblesse de ses effectifs, réussi jusqu'alors à asséner des coups douloureux aux forces juives à Jérusalem même, tout comme il avait mené à bien des opérations sur les routes, et notamment sur la voie stratégique reliant Jérusalem au littoral.

La nuit du 3 avril, en prélude à l'opération Nahshon, une force du Palmach prit d'assaut Qastal, expulsa ses habitants et l'entoura de barbelés et de tranchées. Abd al-Qadir était ce jour-là à Damas où il avait tenté en vain de convaincre le comité militaire de la Ligue arabe de lui fournir davantage d'armes et surtout – la Haganah faisant un usage intensif des mortiers – de l'artillerie. Sitôt connue la nouvelle de la chute de Qastal, Abd al-Qadir donna l'ordre de reprendre le village, car « Qastal, c'est Jérusalem ». Des unités de Jérusalem et des villages environnants se mirent alors en marche sous la coordination de l'avocat Anwar Nusseibeh, et lancèrent l'assaut le 4 avril. Les combats se poursuivirent jusqu'au 5. Les Palestiniens parvinrent à regagner quelques positions, mais les renforts successifs des forces juives et la chute des deux villages voisins de Khalda et de Dayr Muhaysin mirent les Palestiniens, dont l'un des principaux chefs, Kamil Ereikat, avait été blessé, en position difficile.

Bredouille et furieux, Abd al-Qadir quitta Damas le soir du 5 pour rejoindre ses hommes. À l'aube du 7, il arriva à Jérusalem pour constater que la situation à Qastal était désespérée. Il se dirigea aussitôt vers le front accompagné d'une autre figure légendaire des années 1936-1939, Ibrahim Abou Diyya.

La nuit du 7, Abd al-Qadir fixa à minuit l'heure de la contre-offensive générale. Disposant de 200 hommes équipés de quatre mortiers, dont l'un de fabrication locale, et de quelques grenades, Abd al-Qadir lança sa troupe à l'assaut sur trois axes et parvint, malgré un feu nourri de mortiers et de mitrailleuses lourdes, à percer les lignes adverses. Les troupes juives se replièrent alors au sommet du village, sans pour autant parvenir à stopper l'avancée des Palestiniens, et l'unité commandée par Abou Diyya se rapprocha du sommet sans réussir à le prendre. Abou Diyya envoya alors un messenger au poste de commandement de Abd al-Qadir, à 1 500 mètres du sommet, pour lui dire que la situation était critique, (l'aube

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

approchait et l'artillerie juive allait bientôt regagner en efficacité) et le presser de faire avancer plus rapidement la force du village d'al-Maymana.

Abd al-Qadir, sourd aux protestations des quelques hommes qui l'entouraient, quitta son poste de commandement et se fonda seul dans le noir, pour rejoindre la force de Maymana. Rapidement on n'eut plus de nouvelles de lui.

À l'aube du 8 avril, les forces arabes s'étaient repliées vers des positions arrières et de nouveaux renforts étaient parvenus aux unités juives. Abd al-Qadir demeurait introuvable. Et la rumeur se répandit de sa mort au champ d'honneur. Des hommes s'élancèrent aussitôt vers Jérusalem, Ramallah, Hébron, Ramleh et l'ensemble des villages de la région, pressant les hommes de venir à la rescousse. Leur appel fut entendu et, à midi, « une force de 1200 hommes, fortement aguerris » selon le *Livre de la Haganah*, repartit à l'assaut et délogea les forces sionistes qui perdirent plusieurs de leurs officiers au cours de leur retraite.

Les vainqueurs firent leur jonction au sommet du village, criant victoire. Mais la joie fut de très courte durée. Le corps d'Abd al-Qadir gisait à 100 mètres de la maison du maire, son pistolet-mitrailleur (équipé d'un silencieux) à la main et, dans la poche de sa vareuse, un petit carnet dans lequel il notait ses instructions.

Parmi les hommes qui étaient venus prêter main-forte, se trouvait un volontaire musulman de Bosnie conduisant une auto blindée. Il y chargea la dépouille d'Abd al-Qadir et embarqua également Abou Diyya touché à la colonne vertébrale, pour les conduire à Jérusalem.

S'étant répandue comme une traînée de poudre, l'annonce de la mort d'Abd al-Qadir plaça la Palestine tout entière en état de choc. Les combattants commencèrent à affluer de toutes parts vers Jérusalem pour rendre un dernier hommage à leur chef qui devait être inhumé sur l'esplanade des Mosquées. Il ne resta que quarante hommes à Qastal, sous la direction de Bahjat Abou Gharbiyyé, rejoints, l'après-midi du 8, par un officier égyptien volontaire et trois de ses hommes, qui avaient déserté l'« Armée du Secours » pour prêter main-forte à Qastal.

À l'aube du 9, Abou Gharbiyyé et ses compagnons entendirent « un enfer de déflagrations » à l'est, au village de Deir Yassin, à trois kilomètres de leurs positions, qui fut immédiatement suivi d'un intense bombardement de Qastal pour couvrir une avancée des blindés juifs. Abou Gharbiyyé dut se retirer et Qastal tomba l'après-midi du 9 avril 1948.

Deir Yassin

Bâti à 800 mètres d'altitude, le village de Deir Yassin se trouve à 1,5 kilomètre des faubourgs de Jérusalem-Ouest qu'il surplombe. Une vallée profonde les sépare. Relié par la route au quartier juif de Givaat Shaul, le village comptait 900 âmes environ et près de 150 habitations, massives, en pierre de taille, car la population travaillait dans les carrières de pierre voisines.

Lorsque la Haganah inaugura le plan Dalet par le déclenchement de l'opération Nahshon, les directions des groupes « dissidents » de l'Irgoun et du Lehi, décidèrent de mener une opération conjointe contre Deir Yassin pour ravir le feu des projecteurs à la Haganah engagée dans le combat pour l'occupation de Qastal.

L'information parvint à Shaltiel, le commandant de la Haganah pour le secteur de Jérusalem, qui envoya une lettre le 7 avril, dans laquelle il leur expliquait que l'occupation de Deir Yassin faisait partie de ses plans, et qu'il était préférable que l'Irgoun et Lehi se joignent au combat à Qastal, quitte à ce que Deir Yassin fût occupé par la suite. Il accompagnait son offre d'une condition : les maisons de Deir Yassin ne devaient pas être dynamitées pour éviter que des « unités arabes étrangères » (sic) n'utilisent les décombres comme fortifications.

À l'aube du vendredi 9 avril, 120 hommes de l'Irgoun et du Lehi se lancèrent néanmoins à l'assaut de Deir Yassin. L'attaque se déroula sur trois axes, le Lehi avançant par le nord et l'Irgoun par l'est (route Deir Yassin-Givaat Shaul) et la vallée au sud.

À quatre heures du matin, les attaquants firent leur jonction à l'entrée du village et commencèrent à se déplacer d'une maison à l'autre, jetant des grenades par les fenêtres et mitraillant les occupants. Alertés par la fusillade, une partie des hommes sortirent avec leurs armes et les accrochages commencèrent en plusieurs points du village. D'autres villageois de Deir Yassin prirent position dans les demeures du haut du village d'où l'on dominait tout le site. Ce qui leur permit de bloquer les attaquants à la limite-est du village et de leur infliger des pertes importantes.

Les combats se prolongèrent ainsi cinq heures durant, sans que les assaillants ne parviennent à progresser. Alors, ayant fait venir des quantités importantes de TNT, ils commencèrent à dynamiter systématiquement les maisons avec leurs habitants. Mais cela ne vint pas à bout du groupe des villageois qui résistait au sommet de Deir Yassin. Les commandants du Lehi et

de l'Irgoun envoyèrent demander de l'aide à Shaltiel. Celui-ci leur dépêcha immédiatement une unité du Palmach équipée de mortiers, qui, après un bombardement intense des hauteurs du village, se retira. Il était près de midi et les combats duraient depuis huit heures.

S'il n'était pas venu à bout de la résistance, le bombardement avait sérieusement affaibli les positions palestiniennes et permis aux agresseurs d'évacuer leurs cinq morts et 44 blessés, soit près de 41 % des forces engagées contre le village. Deir Yassin tomba vers seize heures et le massacre commença : blessés achevés, hommes, femmes, enfants, vieillards assassinés. Le *Livre de la Haganah* estime le nombre des victimes à 245, en majorité des femmes et des enfants, tandis que le représentant suisse de la Croix-Rouge internationale, première personne à entrer sur les lieux, avance le chiffre de 350 victimes. Nous estimons pour notre part que le bilan est sensiblement inférieur à ces deux chiffres et que, contrairement à l'idée répandue, Deir Yassin, loin d'être une « bouchée de pain » pour les forces sionistes, fut un haut fait de résistance et d'autodéfense. Malgré l'horreur des actes de l'Irgoun et du Lehi secourus par les mortiers du Palmach.

Mishmar Haemek

Fawzi al-Qawouqji fut un personnage. Né à Tripoli, au Liban, il rejoignit l'armée ottomane durant la Première Guerre, rallia la Révolution syrienne contre la France au début des années vingt, prit part à la bataille de Maysaloun avant la chute de Damas, devint par la suite attaché militaire en Arabie Saoudite, quitta le royaume au début des années trente pour s'enrôler dans l'armée irakienne et entra en Palestine à la tête des volontaires arabes durant la Révolution de 1936-39. Rentré en Irak en 1938, il prit part au coup d'État de Kilani, se battit contre les troupes anglaises accourues à la rescousse de la monarchie, fut blessé grièvement et évacué vers l'Allemagne où il passa la guerre. À son retour en Syrie, en 1946, Safwat lui confia le commandement de « l'Armée du Secours » pour le front-centre de Palestine (région de Naplouse).

Le 1^{er} mars 1948, Qawouqji pénétra en Palestine à la tête de cent volontaires appuyés par quatre pièces d'artillerie, suscitant de grands espoirs au sein d'une population au fait de la carrière militaire du personnage.

C'est le 4 avril que Qawouqji entra en action contre la colonie de Mishmar Haemek, située à mi-chemin entre Jenin et Haïfa. Précédés par un bombardement qui causa d'importants

dégâts dans la colonie, les hommes de Qawouqji parvinrent jusqu'aux abords de Mishmar Haemek, sans toutefois réussir à y entrer. La nuit tombée, Qawouqji retira ses hommes sur leur position de départ.

Le bombardement reprit le lendemain, mais bientôt apparut une colonne de blindés britanniques commandés par le colonel Peel, qui requit de Qawouqji qu'il interrompît immédiatement le feu de ses canons. Ce dernier céda à l'injonction, attendit que la colonne britannique se fût retirée, et reprit les bombardement l'après-midi du 6 avril.

Peel réapparut le 7 et adressa un nouvel ultimatum à Qawouqji. Ce dernier répondit que les juifs avaient déclenché les hostilités en Palestine et qu'il incombait aux colons de Mishmar Haemek de ne plus bloquer les déplacements palestiniens sur la route Haïfa-Jenin. Il ajouta qu'il était prêt à retirer ses troupes si les colons prenaient l'engagement de laisser la route libre.

Peel transmit les propos de Qawouqji au maire de la colonie, qui répondit que, n'étant pas habilité à prendre de tels engagements, il avait besoin de 24 heures pour consulter ses chefs. Il demanda également à Peel d'évacuer sous sa protection les femmes, les enfants et les blessés. Peel accepta.

Les tractations durèrent toute la journée du 8 avril, au terme de laquelle le maire demanda un nouveau délai de 24 heures. Entre-temps, la Haganah, qui avait profité de la trêve pour acheminer des renforts, lança des unités du Palmach dans la bataille. Plusieurs villages arabes environnants furent ainsi attaqués dans la nuit du 8-9 avril.

Le 9, Peel se présenta à nouveau à Mishmar Haemek, mais le maire refusa de le rencontrer. Alors Peel se retira avec ses blindés et la bataille se déclencha entre, d'une part, les forces de Qawouqji et les partisans palestiniens de la région, et, d'autre part, les unités de la Haganah et du Palmach, acheminées de Haïfa et des colonies voisines. Bientôt les combats s'étendirent à une dizaine de localités palestiniennes entourant Mishmar Haemek. Les affrontements durèrent jusqu'au 16 avril.

Le 14, au plus fort des affrontements, Qawouqji reçut une dépêche de Safwat : « Il nous semble que la bataille de Mishmar Haemek s'est transformée en une guerre d'usure. Le déroulement des combats montre clairement que vos moyens sont insuffisants pour prendre d'assaut la colonie, ne pensez-vous pas préférable de mettre fin à l'engagement pour économiser vos munitions ? »...

Qawouqji répondit le 16 : « Nous nous battons contre

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

l'élite de la Haganah, en imposant notre initiative parfois, en ripostant à la leur d'autres fois. Si vous ne disposez pas de munitions, comment exigez-vous de nous défense et résistance ? La Ligue arabe qui a pris la décision de participer au combat est tenue d'assurer les moyens de la guerre. »

Et Qawouqji se retira, consacrant la chute de dix villages arabes aux mains des forces juives.

TIBÉRIADE, HAÏFA PUIS JAFFA TOMBENT AUX MAINS DE LA HAGANAH

Selon l'histoire officielle de la Haganah, Tibériade fut la première ville cible du plan Dalet. Elle comptait à l'époque près de 120 000 habitants, et les juifs en constituaient un peu plus de la moitié. Construite en pente au bord du lac, avec une vieille ville édifiée sur ses rives, Tibériade était traversée par la seule route reliant l'est de la haute Galilée, avec ses colonies juives, au reste de la Palestine.

À la date du vote de partage, les habitants de Tibéraide ne possédaient pour tout armement que les 25 fusils envoyés par le comité militaire de Damas le 4 décembre 1947. Cette livraison fut suivie dix jours plus tard d'une cargaison de trente-sept fusils. Les affrontements commencèrent le 11 mars 1948 et se prolongèrent jusqu'au 14, date à laquelle quelques notables palestiniens rencontrèrent des membres du « comité de crise » juif de la ville et décidèrent de conclure une trêve. Elle dura trois semaines.

Mais la situation se gâta à nouveau aux premiers jours d'avril. Les Palestiniens fondèrent alors un comité national pour superviser la défense de la ville. Cette défense était assurée par 200 hommes armés de fusils mais ne disposant quasiment pas de munitions, alors que les juifs étaient suréquipés en fusils mitrailleurs et en mortiers, armes redoutables s'il en est dans les guerres de rue.

Le 12 avril, la Haganah lança son attaque contre Tibériade, non sans avoir auparavant évacué les civils du quartier juif dans la vieille ville et infiltré à leur place des unités de la brigade Golani. Première cible des attaquants, le village de Nasir al-Din, l'agglomération la plus proche de Tibériade, tomba aux mains des assaillants qui, après avoir brûlé et plastiqué ses habitations, tuèrent plusieurs civils, en majorité des femmes et des enfants, et expulsèrent le reste de sa population. Sitôt parvenus à Tibériade, les détails des exactions semèrent la panique au sein de la population arabe.

La ville fut ensuite soumise à un intense bombardement, puis prise en tenailles par les hommes de la brigade Golani, déjà présents dans la vieille ville, et des forces du Palmach qui prirent rapidement le contrôle de la route dominant l'ensemble de l'agglomération. Le bombardement et l'avancée des agresseurs se prolongèrent deux jours durant et, le moral brisé, les maigres défenses palestiniennes s'effondrèrent. Et ce fut seulement au matin du 16 avril que la force britannique stationnée sur les hauteurs de la ville se décida à bouger... Elle le fit en menaçant de bombarder les assaillants s'ils ne s'arrêtaient pas. Mais simultanément, le commandant de la force britannique entra en contact avec le chef des défenseurs palestiniens pour lui conseiller d'arrêter les combats et d'évacuer l'ensemble de la population palestinienne. Il ajouta qu'il était disposé à protéger le départ des habitants et à mettre ses moyens de transport à leur disposition !

Les défenseurs arabes avaient encore une autonomie de feu d'une heure et demie. Leur responsable ne put donc qu'accepter « l'offre » britannique, surtout que les unités juives, insouciantes des menaces anglaises, avaient repris leur attaque, qui dura toute la journée du 17 avril. Au soir du 18, Tibériade était vidée de sa population palestinienne.

La chute de Tibériade, la première ville palestinienne à tomber aux mains des juifs, fit l'effet de la foudre sur les capitales et les opinions arabes. À 20 h 25 au soir du 18 avril, Safwat envoya une dépêche au roi Abdallah : « Le commandement ne dispose d'aucune force de réserve. Situation critique dans la majorité des zones de combat en Palestine. Tibériade appelle Votre Majesté hachémite au secours. Je vous supplie de mettre en mouvement des renforts pour la sauver. »

Abdallah répondit à 21 h 30 par une dépêche adressée au président syrien al-Quwwatli : « La fourniture d'aides aux partants de Tibériade et des autres régions palestiniennes dépasse les capacités de mon pays. Il est indispensable de monter des camps pour accueillir les partants et assurer leurs besoins en nourriture et en vêtements. Nous faisons appel à votre solidarité. En ce moment même, les véhicules de l'armée jordanienne évacuent 400 femmes de Tibériade et de ses environs. »

Quwwatli répondit sur le champ : « Avant même de recevoir votre dépêche, de très nombreux véhicules se sont dirigés vers la frontière pour transporter les fugitifs de Tibériade et les faire entrer en Syrie. Nous sommes prêts, et c'est notre devoir, à accueillir tous les réfugiés et à leur assurer vêtements et subsistance. Mais nous estimons que cela ne suffit point. Si

vous donnez l'ordre à votre armée de marcher sur Tibériade pour la délivrer, nous donnerons aussitôt l'ordre à nos forces d'entrer en Palestine. »

Haïfa

Tibériade était perdue et l'attitude des forces britanniques, pourtant responsables du maintien de l'ordre jusqu'à la fin du mandat, le 15 mai 1948, constituait un élément d'une extrême gravité. L'historien militaire anglais, le major Wilson, affirme à leur décharge que les forces britanniques, contraintes d'opérer leur retrait graduel de Palestine selon un calendrier précis, n'avaient laissé à Tibériade qu'une force réduite et incapable de peser sur le cours des événements.

À supposer qu'il fût recevable pour Tibériade, l'argument de Wilson tombe si l'on considère les événements qui se déroulèrent quelques jours plus tard à Haïfa. Car c'est là que les Britanniques avaient regroupé la totalité de leurs forces retirées de Palestine, en prélude à leur évacuation à la fin du mandat.

Si Jérusalem était la capitale spirituelle, politique et administrative, et Jaffa, la capitale sociale et culturelle, Haïfa, avec ses 140 000 habitants, dont plus de la moitié étaient juifs, était la capitale économique des Palestiniens.

Bâtie sur les pentes nord du mont Carmel, face à son port, Haïfa était divisée entre les quartiers arabes de la ville basse, et les quartiers juifs, plus récents, bâtis sur les hauteurs du Hadar Hakarmel.

La ville, comme toutes les autres agglomérations palestiniennes, avait connu son lot d'affrontements dès l'annonce du vote du partage : affrontements, tirs de francs-tireurs juifs à partir des hauteurs, attentats à l'explosif. Néanmoins, ces accrochages, bien que permanents, ne dépassaient pas un certain seuil. Il faut dire qu'une importante force britannique, sous le commandement du général Stockwell, s'était déployée tout le long des axes de la ville, tout comme elle avait pris position sur le Hadar Hakarmel et sur les lignes séparant quartiers juifs et arabes. Le 1^{er} avril, Stockwell constitua un bureau de liaison entre l'armée britannique et le comité national local, en charge alors de la défense palestinienne, en vue de contrôler tous débordements graves. La situation demeura relativement sous contrôle jusqu'à ce que sonne, pour les concepteurs du plan Dalet, l'heure de la chute de Haïfa.

Elle intervint immédiatement après la conquête de

Tibériade. Encouragés par la mollesse des troupes anglaises qui y étaient stationnées, les chefs de la Haganah lancèrent l'opération Misparayim. La prise d'assaut de Haïfa fut fixée au 21-22 avril.

Dans la matinée du 21, à 11 heures exactement, Stockwell convoqua à son QG, sur le mont Carmel, le chef de la garnison arabe stationnée dans la ville, Amin Izz al-Din, un libanais nommé par le comité militaire de la Ligue. Il lui annonça de but en blanc qu'il avait donné ses ordres pour que les soldats britanniques évacuent les zones tampons entre les quartiers arabes et juifs, et qu'il n'interviendrait dans aucun affrontement entre les deux camps, car il n'était plus concerné que par la sécurité de ses propres troupes et l'achèvement en ordre de leur retrait à la fin du mandat. Izz al-Din était accompagné par son officier de liaison avec Stockwell, George Mu'ammâr. Ce dernier fit alors remarquer à l'Anglais que ses propos – mis à part le fait qu'ils allaient en sens contraire de toutes les dispositions prises dans le cadre du bureau de liaison anglo-palestinien – étaient en parfaite contradiction avec ceux du gouvernement britannique. Londres n'avait-il pas toujours affirmé qu'il demeurerait en charge de l'ordre et de la sécurité publics jusqu'à la fin du mandat ? Mais Stockwell se contenta de lui dire qu'il était désolé...

Sitôt connue la teneur de cette réunion, Farid al-Saad, l'un des membres éminents du comité national de Haïfa, demanda une audience d'urgence à Stockwell, mais ce dernier laissa passer la journée et lui fixa rendez-vous pour le lendemain, 22 avril, à 9 h 30 du matin.

Pendant ce temps et tout au long de la nuit du 21, la Haganah avait lancé ses troupes à l'assaut, appuyées par des mortiers lourds et un bombardement sans discernement des quartiers arabes. Profitant également de leur position sur les hauteurs d'une ville bâtie en pente, les agresseurs se mirent à y faire rouler de gros barrils bourrés d'explosifs, démolissant ainsi plusieurs habitations palestiniennes et causant la mort de nombreux civils, dont des femmes et des enfants. Les Palestiniens prirent contact avec les Britanniques pour qu'ils s'interposent, mais ils essuyèrent un refus. L'assaut se prolongea ainsi toute la nuit. Le 22 avril, les Palestiniens demandèrent à l'armée anglaise d'envoyer au moins des ambulances pour évacuer les blessés. Ils essuyèrent un nouveau refus. Ils demandèrent alors l'envoi de gardes pour escorter les ambulances arabes, mais ils essuyèrent un troisième refus.

Au deuxième jour des combats et devant l'intensification

très nette de la puissance de feu des assaillants, des milliers de femmes et d'enfants pris de panique sortirent de leurs demeures pour tenter d'atteindre les bassins du port qui étaient encore sous contrôle britannique. Les tirs des francs-tireurs firent de très nombreuses victimes dans cette foule qui tentait en désordre de sortir de l'enfer. Bientôt, près de 10 000 personnes se trouvèrent rassemblées sur les quais. Les Britanniques se mirent à les charger sur tout ce qui pouvait flotter, des petits navires aux barges et aux barques, et à les transporter à travers la baie vers Saint Jean d'Acre.

Au matin du 22 avril, à 10 heures, Stockwell accueillit enfin une délégation palestinienne menée par Farid al-Saad. Après s'être plaints de l'attitude de Stockwell, les Palestiniens demandèrent l'arrêt immédiat de l'attaque juive, qui tournait au massacre des civils. Le général refusa net d'intervenir « à moins que les Arabes n'acceptent le principe de la conclusion d'une trêve avec les juifs ». Auquel cas, il était prêt à faire jouer ses bons offices. Désireuse d'arrêter l'hécatombe des civils, la délégation accepta le principe de la trêve et demanda à Stockwell de la tenir informée de son intervention. Quelle ne fut alors la surprise des délégués de voir Stockwell se retirer immédiatement dans un bureau voisin et revenir un quart d'heure plus tard leur lire les propositions dactylographiées de la Haganah ! Les conditions prétendument transmises en un quart d'heure par téléphone ne s'apparentaient ni de près ni de loin à un accord de suspension des combats : pour cesser le feu, la Haganah demandait purement et simplement une reddition inconditionnelle de la ville.

Les Arabes devaient remettre toutes leurs armes dans un délai de trois heures, rassembler tous les hommes « étrangers » (sic) qui devaient quitter la Palestine dans un délai de 24 heures. Le couvre-feu serait alors imposé, au terme duquel les « Arabes reviendraient à leur vie normale ». La délégation palestinienne dit son opposition à ces diktats et demanda que l'accord inclût la motion suivante : la signature d'une trêve n'équivaut en rien à une reconnaissance de la direction de la Haganah, tout comme d'une quelconque modification de l'entité politique de la Palestine. Stockwell s'engagea à transmettre la demande aux juifs et fixa pour l'après-midi même, à 16 heures, une rencontre entre les deux camps.

La réunion eut lieu le 22 avril à l'heure prévue et sous l'égide de Stockwell. Les délégués de la Haganah réitérèrent leurs conditions, tout en rejetant la motion palestinienne. Les discussions bloquées, les Palestiniens demandèrent un délai de 24 heures pour consulter les autres dirigeants de la ville, avec

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

l'espoir également de pouvoir ainsi joindre les capitales arabes. Les juifs et Stockwell rejetèrent de concert cette demande. Stockwell ajouta qu'il faudrait signer la trêve « avant ce soir, ce qui éviterait aux Arabes de compter 300 à 400 nouvelles victimes dans leurs rangs ». Puis la réunion fut levée jusqu'à 19 heures.

À peine sortis de chez Stockwell, les Palestiniens réunirent le plus grand nombre de personnalités de la ville, notables, avocats, médecins, fonctionnaires et commerçants, pour leur faire part de leurs pourparlers et adopter une décision commune. Et comme Amin 'Izz al-Din, le chef de la petite garnison arabe envoyée par le comité militaire de Damas, avait déserté la veille (!), son remplaçant, Younus Naffâ', fut convié à la réunion. Interrogé pour savoir s'il disposait encore d'une force suffisante pour résister au cas où les Palestiniens rejetteraient la trêve, Naffâ' refusa de répondre en public car « il s'agissait là de secrets militaires ».

Au bout du compte, les participants décidèrent de demander à la délégation de reprendre les négociations et de tenter d'enrayer l'hécatombe des civils, même si cela imposait de signer une trêve.

Les délégués tinrent une réunion restreinte. Convaincus qu'une reconnaissance du pouvoir de la Haganah sur Haïfa serait politiquement très lourde de conséquences, ils décidèrent de refuser les conditions de la trêve et de demander aux autorités britanniques de continuer l'évacuation des civils vers Saint Jean d'Acre.

À 19 heures, comme prévu, les deux parties se rencontrèrent chez Stockwell. Les Palestiniens réitérèrent leur refus de la trêve et demandèrent à Stockwell de donner l'ordre à ses troupes de continuer l'évacuation. Le général anglais, tout comme le maire juif présent à la réunion, exprimèrent « leurs regrets ». Une nouvelle réunion fut ensuite fixée au lendemain, pour discuter des modalités de l'évacuation des civils.

Le 23 avril, les mêmes participants se retrouvèrent pour fixer les modalités de l'évacuation des civils. La délégation présenta un mémorandum à Stockwell. Reprenant la menace déguisée « des 300-400 morts supplémentaires », proférée la veille par l'Anglais, le mémorandum précisait que bien que « demandée par nous, l'évacuation découle de votre refus de prendre la moindre mesure pour la protection des vies et des biens des habitants ». Stockwell refusa de recevoir le mémorandum.

Lors de cette même réunion, un deuxième mémorandum fut remis à la partie juive. Les Palestiniens y dénonçaient la

poursuite des tirs, l'assassinat des Arabes, la mainmise sur leurs demeures et leurs commerces, le pillage généralisé de leurs biens et les arrestations massives de centaines d'hommes dont le sort demeurait inconnu. Le document se terminait par la revendication que tout Arabe demeuré dans la ville puisse jouir d'une totale liberté de résidence, de travail, et que les biens des partants puissent être préservés jusqu'à leur retour. Ils n'obtinrent aucun engagement de la délégation juive, et la réunion fut levée.

Quelques jours plus tard, la Haganah fonda un organe de gestion des propriétés palestiniennes, la « Direction des biens de l'ennemi » ! En vertu de cette appellation, tous les habitants de Haïfa furent considérés comme ennemis et la totalité de leurs biens mobiliers et immobiliers soumis au régime de gestion des biens de l'ennemi.

Une semaine plus tard, il ne restait plus que 8 000 Palestiniens dans Haïfa. Le reste de sa population arabe était parti pour un interminable exil.

Jaffa

À la différence de Tibériade et de Haïfa qui, en vertu du plan de partage, étaient incluses, dans l'État juif, Jaffa devait faire partie de l'État arabe. Néanmoins et selon le *Livre de la Haganah*, l'opération Hametz visait à « obliger Jaffa à se rendre après le départ des Anglais ».

La tactique des sionistes prévoyait de commencer par occuper et démolir les villages arabes environnants, dont Jabaliya, Abou Kabir, Tall al-Rish, Saqiya, Khayriyya, Salma et Yazour. Le jour J fut fixé au 22 avril, soit à la même date que le lancement de l'opération Misparayim contre Haïfa. Il est intéressant de noter à ce propos que Hametz signifie « levain » en hébreu et que le 22 avril 1948 était le jour de la Pâque juive. Or cette fête est précédée par un mois de « purification » durant lequel les fidèles « nettoient » leurs demeures de toute trace de levain... Allusion à peine masquée au « nettoyage » de Jaffa de sa population arabe...

Jaffa comptait une population de 70 000 âmes, et l'un de ses quartiers en bordure de la côte, Hayy al-Manshiyya, se prolongeait au nord, formant une « poche » au sein même de Tel-Aviv. Jaffa était donc, à la différence de Jérusalem, Haïfa et Tibériade, mitoyenne de la plus grande concentration juive du pays.

Siège central des directions de la Haganah, de l'Irgoun et du Lehi, Tel-Aviv, 170 000 habitants environ, était également

la ville de cantonnement des trois mille soldats de la brigade Kiriya, auxquels pouvaient se joindre rapidement les éléments de la brigade Givati, stationnés dans la colonie de Rehovot, à 15 kilomètres de Jaffa.

Après le vote du partage, Jaffa se dota d'un comité national dépendant du Haut Comité arabe pour la Palestine. Aussitôt constitué, le comité national forma une série de sous-comités – économie, défense, armement, santé, finances – et lança une campagne de collecte de dons pour la défense de la ville qui réussit à la veille du 15 mai 1948 à réunir 133 500 livres sterling, dont 13 500 en provenance du comité militaire de la Ligue arabe à Damas.

Au début d'avril 1948, la garnison de la ville comptait 450 combattants et 300 éléments de « l'Armée du Secours », placés sous le commandement général de Hassan Salameh, un des lieutenants du mufti de Jérusalem. Salameh commandait en outre les fronts voisins de Lod et Ramleh, et ces deux secteurs, ainsi que celui de Jaffa, furent désignés sous l'appellation de « front ouest ». Dans la ville elle-même, la direction locale des opérations fut confiée au commandant des hommes de « l'Armée du Secours », l'officier irakien Adil Najm al-Din.

La Haganah déclencha l'opération Hametz par le siège de Jaffa. Mais Menahem Begin, le chef de l'Irgoun, décida un assaut de front contre la ville, avec l'espoir de remporter une victoire qui ravirait les feux de la rampe aux troupes de Ben Gourion auréolées des victoires de Tibériade et Haïfa. Il réunit alors une troupe de 600 hommes, appuyés par des batteries de mortiers et de très importants stocks d'obus pris quelques jours plus tôt aux Anglais après l'attaque d'un train militaire.

L'attaque de l'Irgoun prit deux formes. Jaffa fut soumise à un bombardement intense, aveugle et continu, du 24 au 27 avril. Il ébranla le moral des défenseurs, causa des dizaines de victimes et provoqua le départ par mer et par terre de milliers de civils pris de panique. Conjointement, les forces de l'Irgoun s'attelèrent à couper la poche arabe de Hayy al-Manshiyya de ses arrières arabes. Malgré la forte résistance de ses défenseurs, al-Minshiyya tomba le 29 avril, au lendemain du lancement par la Haganah des opérations de « nettoyage » des quartiers et des villages voisins de Jaffa.

C'est alors qu'eurent lieu des événements qui allaient aggraver encore la situation critique de la ville.

Agissant en sa qualité de commandant en chef de l'« Armée du Secours », Fawzi al-Qawouqji donna l'ordre au commandant palestinien Michel al-'Issa de se porter avec ses

225 hommes du régiment Ajnadin au secours de Jaffa et il limogea Adil Najm al-Din qui commandait les forces déjà présentes dans la ville. 'Issa parvint à traverser toutes les lignes ennemies et à pénétrer dans la ville le 28 avril, après une féroce bataille avec la Haganah qui fit 33 morts et 100 blessés dans les rangs de cette dernière. Mais cette victoire fut de très courte durée : refusant de céder son commandement à 'Issa, Najm al-Din s'embarqua avec ses trois cents hommes et abandonna la ville le 1^{er} mai. Ce départ eut un effet désastreux sur le moral des habitants, déjà ébranlés par la chute des villages avoisinants. Le mouvement des départs s'amplifia. Mais ce n'était pas tout.

Ayant enfin décidé d'intervenir, les troupes britanniques – qui avaient adressé le 27 avril un ultimatum aux forces juives, les menaçant d'intervenir si l'assaut n'était pas interrompu – se mirent à pilonner les positions de l'Irgoun. Des avions bombardèrent al-Minshiyya et l'artillerie britannique commença à frapper les positions de la Haganah à Tel-Aviv et dans les villages arabes occupés.

Le 1^{er} mai, al-'Issa cabla à Qawouqji : « Adil est parti avec ses gens par la mer. La ville est quasiment vide. Nous disposons de vivres pour vingt-quatre heures encore. Le commandement britannique vient d'ordonner un cessez-le feu jusqu'au 15 mai. Au cas où les juifs ne s'y conformeraient pas, je ne dispose pas de moyens pour les contrer. La contagion du départ gagne mes hommes. J'attends vos instructions. » Aucune instruction ne lui parvint.

Le 3 mai, al-'Issa envoya une nouvelle dépêche à Qawouqji, au nom des membres de la municipalité et du comité national encore présents dans la ville. « Jaffa n'a plus de défenseurs et la majorité de sa population est partie. Les autorités britanniques conseillent de déclarer Jaffa "ville ouverte" et attendent notre réponse. Nous attendons vos instructions. »

Mais Qawouqji demeura silencieux. Alors, le 4 mai, al-'Issa prit contact avec le gouverneur anglais du district et lui demanda de transmettre aux juifs son acceptation de déclarer Jaffa « ville ouverte ». Mais il apparut rapidement que les chefs sionistes refusaient toute négociation par l'intermédiaire des Britanniques. Aussi, le 11 mai, l'un des notables palestiniens de la ville téléphona-t-il à l'un de ses amis juifs en lui demandant d'annoncer à la direction de la Haganah la reddition de la ville.

L'acte de reddition de Jaffa, qui ne comptait plus que 5 000 habitants arabes, fut signé le 13 mai. Le 14, le gouverneur militaire britannique de la ville partit avec le dernier convoi militaire du mandat, non sans avoir remis les clés des bâti-

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

ments administratifs à l'un des membres du comité national palestinien...

Les unités de la Haganah prirent alors possession de Jaffa, qui fut proclamée « zone militaire fermée ».

LE MANDAT VIT SES DERNIERS JOURS, JÉRUSALEM BRÛLE ET LES ÉTATS ARABES DÉCIDENT D'ENVOYER LEURS ARMÉES EN PALESTINE

En session permanente tout au long du mois d'avril au Caire, la commission politique de la Ligue arabe suivait la succession des catastrophes : chute de Qastal, martyre d'Abd al-Qadir al-Husseini, massacre de Deir Yassin, déroute de Qawouqji à Mishmar Haemek, prises de Tibériade, Haïfa et Jaffa, expulsion de milliers de Palestiniens...

Les 10 et 11 avril, à la suite de la chute de Qastal, les délégués abordèrent la question d'une participation directe des armées régulières arabes aux combats. Des contacts furent pris à cet effet avec le palais royal au Caire, et Nazif al-Shawi, le délégué irakien, fut envoyé à Bagdad pour s'enquérir de la date d'arrivée d'une brigade motorisée en Transjordanie, ainsi que s'y étaient engagés les dirigeants irakiens.

Le 12, le roi Farouk reçut la commission pour lui faire part de son appui à l'entrée des armées arabes en Palestine, malgré l'opposition du chef du gouvernement, Mahmoud al-Noqrashi, qui estimait qu'une telle décision aurait un impact négatif sur les négociations en cours entre l'Égypte et la Grande-Bretagne.

Lu devant l'émir Faysal ibn Abd al-Aziz (Arabie Saoudite), Jamil Mardam-Bey (Syrie), Riyad al-Solh (Liban), Hajj Amin al-Husseini (Palestine), Sayf al-Islam Abdallah (Yémen), Fawzi al-Moulqi (Transjordanie), Nasrat al-Farisi (Irak) et Abd al-Rahman Azzam (Ligue arabe), le communiqué royal précisait : « Qu'il soit clairement entendu que Sa Majesté estime que l'entrée des armées arabes pour sauver la Palestine est une mesure temporaire, dénuée de toute volonté de division ou de mainmise sur ce pays. Aussitôt la Palestine libérée, le pays sera confié à ses propriétaires légitimes pour qu'ils le gouvernent selon leurs aspirations. » L'Égypte étant le plus important des pays arabes, ce décret royal constituait un pas décisif dans le sens d'une participation des armées régulières à la libération. Mais il reflétait également l'ampleur de la méfiance que

certains pays arabes nourrissaient à l'égard d'autres, et principalement la Transjordanie.

Le 20 avril, Tibériade étant tombée, la commission politique estima urgent d'affermir la coordination entre Le Caire et Bagdad. Riyad al-Solh fut envoyé à cet effet à Bagdad. Parallèlement, la commission implora le roi Abdallah de donner l'ordre à ses troupes – présentes de fait en Cisjordanie sous parapluie militaire britannique – « de mettre un terme aux massacres et de ramener les habitants de Tibériade dans leurs demeures ». Le roi répondit : « Les réfugiés de Tibériade, reconnaissants, ont été installés à Irbid et ne désirent pas rentrer avant que la totalité de la Galilée ne soit nettoyée des juifs, et c'est ce qui adviendra, si Dieu le veut, après le 15 mai »...

Le 25 avril, sa mission accomplie, al-Solh revint de Bagdad en compagnie du régent d'Irak, Abd al-Ilah. Ce dernier fut accueilli en grande pompe par le roi et le gouvernement égyptiens. Réunie le 26 au palais al-Zaafarane, la commission débattit longuement de l'urgence d'unifier le commandement des armées arabes. Mardam-Bey proposa que l'Égypte prît la direction des opérations, mais le chef du gouvernement égyptien, Noqrashi, refusa avec insistance ; le nom de l'Irak fut avancé, mais l'Égypte exprima des réserves et proposa le roi Abdallah de Transjordanie, mais Mardam-Bey s'y opposa. Alors le régent d'Irak intervint, fit pression sur Mardam-Bey qui finit par céder devant le consensus des pays arabes pour que la Transjordanie fût chargée du commandement unifié, et que le général irakien Nour al-Din Mahmoud fût le commandant adjoint.

Quelques jours plus tard, la commission, harcelée par le général Safwat, se réunit à Damas. Elle décida de convoquer une réunion de tous les chefs d'état-major arabes. Ces derniers se retrouvèrent le 30 avril à Amman. Il ne restait plus que quinze jours avant la fin du mandat en Palestine. Safwat dressa un état des lieux des forces sionistes ainsi que des renforts, en hommes et en matériel, attendus par l'armée de Ben Gourion ; puis il brossa un tableau inquiétant de l'état des forces irrégulières palestiniennes et arabes déjà engagées dans les combats. Alors les chefs d'état-majors décidèrent à l'unanimité la levée de cinq divisions, soit entre dix et quinze brigades, appuyées par six escadrilles de chasseurs et de bombardiers.

La décision des militaires fut aussitôt communiquée à la commission politique réunie également dans la capitale transjordanienne. Mais la commission estima que les généraux, exa-

gérément impressionnés par les capacités de l'ennemi, avaient formulé des demandes disproportionnées. Décision fut prise de s'accommoder des troupes déjà disponibles, soit cinq brigades et demie. Les politiques pensaient sans doute que le simple mouvement de nouvelles troupes régulières vers la Palestine entraînerait une intervention des grandes puissances en faveur des Arabes, ce qui contraindrait les sionistes, et leurs neuf brigades déjà engagées dans les combats, à accepter une issue politique à la crise.

Délégués par la commission politique, al-Solh et Mardam-Bey se rendirent à Riyad et Bagdad entre les 6 et 9 mai. Le 10 mai, une réunion conjointe de la commission politique et des chefs d'état-major se tint à Damas sous la présidence du chef de l'État syrien, Choukri al-Quwwatli. À l'ordre du jour, l'organisation de l'intervention militaire en Palestine. Deux zones d'opération furent constituées. Un front nord, tenu par les unités syriennes, irakiennes, transjordanienues et libanaises, et un front sud tenu par les unités égyptiennes.

Exaspéré par cette succession ininterrompue de réunions, de commissions et de discussions interminables, Safwat avait envoyé le 5 mai, à la veille de la réunion, une lettre à Mardam-Bey, dont il dépendait, le comité militaire ayant son siège à Damas. « Ma patience est à bout. J'ai supporté plus que je ne peux. Bien qu'ayant en permanence mis en garde contre la précarité de notre situation et insisté pour que des mesures d'urgence soient prises, je n'ai jamais obtenu de réponse. Ma santé s'est détériorée. N'étant plus apte à remplir mes responsabilités, je me considère démissionnaire à partir du 5 mai 1948. »

En Palestine, Safad et Beissan venaient de tomber (les 11 et 12 mai), et l'étau se resserrait sur Jérusalem. Le 14, à vingt-quatre heures de la fin du mandat, agissant en tant qu'États directement concernés par le conflit et en application de l'article 52 de la Charte des Nations unies, les pays arabes firent part au gouvernement britannique de leur décision de faire entrer leurs armées en Palestine.

Hazzaa al-Majali, alors secrétaire général du commandement arabe unifié, raconte dans ses Mémoires comment ce même 14 mai, il assista en compagnie du secrétaire général de la Ligue, l'Égyptien Azzam pacha, « au défilé des troupes jordanienues dans les rues d'Amman, en marche vers la bataille, accompagnées par les cris d'une foule en liesse et les you you des femmes. [...] J'eus alors espoir dans la victoire, mais il se dissipa aussitôt lorsque Azzam pacha me fit part de son inquiétude grandissante face aux capacités de l'ennemi

et à l'appui politique dont il jouissait tant à l'ONU que dans les grands États occidentaux et de l'Europe orientale. »

Jérusalem

Contrairement à une thèse très répandue, la bataille de Deir Yassin et le massacre qui l'a suivie, ne vinrent pas à bout de l'esprit de résistance à Jérusalem. À preuve le fait que le commandement de la Haganah essaya de tirer profit des effets du massacre pour renforcer ses forces isolées sur le mont Scopus, à Jérusalem-Est, et regroupées dans les bâtiments de l'université hébraïque et de l'hôpital Hadassah, transformés dès le vote de partage en bases pour les raids contre les quartiers arabes. C'est ainsi que le 14 avril, la Haganah envoya, via le quartier palestinien de Shaykh Jarrah, un convoi composé, aux dires de Don Joseph, gouverneur militaire de la ville juive, de 105 hommes et dix véhicules : trois autobus blindés, trois camions transportant des provisions, deux ambulances blindées et deux autos blindées. Le convoi tomba dans une embuscade. Un accrochage féroce s'ensuivit qui dura sept heures et fit 77 morts parmi les hommes du convoi, dont les survivants furent tous faits prisonniers.

Parallèlement aux opérations Misparayim (occupation de Haïfa) et Hametz (occupation de Jaffa), Jérusalem devait être occupée dans le cadre de l'opération Jevussi, dont le jour J fut fixé au 23 avril.

Les forces de la Haganah et de l'Irgoun déclenchèrent quatre offensives sur quatre axes. La première, contre le village de Nabi Samu'il qui domine la ville, et les voies de communication reliant Jérusalem au nord du pays ; la deuxième, à partir du mont Scopus contre le mont des Oliviers, le village d'al-Tour à l'est, et les voies de communication reliant Jérusalem à la Transjordanie ; la troisième, contre le quartier de Shaykh Jarrah, au nord de la vieille ville ; et la quatrième, au sud, à partir du quartier juif *intra muros* vers les quartiers juifs *extra muros* de Jérusalem-Ouest, via Qatamoun, l'une des principales zones résidentielles arabes.

Les première et deuxième offensives échouèrent, alors que la troisième fut couronnée de succès. Mais l'intervention des unités britanniques délogea les assaillants : le quartier de Shaykh Jarrah était situé sur le parcours que devaient emprunter les troupes coloniales lors de leur retrait à la fin du mandat. Un accord fut cependant conclu entre les deux parties : en échange du retrait momentané de la Haganah, l'armée bri-

tannique remettrait en partant le quartier de Shaykh Jarrah aux forces juives.

Le quatrième axe, enfin, fut le théâtre des affrontements les plus durs. Les combats s'y poursuivirent, ininterrompus jusqu'au 30 avril, lorsque la Haganah parvint à occuper Qatamoun, dont elle fit la base pour les opérations d'occupation des autres quartiers palestiniens de Jérusalem-Ouest.

Alors commença la deuxième phase de l'opération visant l'occupation de Jérusalem dès le 14 mai : il fallait attendre le départ de l'armée britannique, installée dans les « zones de sécurité » au centre de la ville. Les « zones » en question étaient constituées des secteurs tampons entre les quartiers juifs et arabes, tant à Jérusalem-Est qu'à Jérusalem-Ouest. Elles revêtaient de ce fait une importance stratégique déterminante, sans oublier que les principaux bâtiments de la ville – la direction de la police, l'hôpital gouvernemental, le siège central des PTT, les tribunaux, les principales banques – se trouvaient là.

Le déclenchement de la deuxième phase de la conquête de Jérusalem, appelée opération Kilshon, « Trident », fut fixé au 14 mai.

Comme son nom l'indique, elle se déroula sur trois axes principaux. Le premier, en direction de Shaykh Jarrah, où l'armée britannique tint sa « promesse » et remit la zone à la Haganah, ce qui eut pour conséquence de couper les Palestiniens de Jérusalem des régions nord de leur ville et de renforcer le siège de la vieille ville. Le second axe prit pour cible les « zones de sécurité », également remises par l'armée britannique à la Haganah ! Le troisième, enfin, visait l'ensemble des quartiers arabes de la ville, notamment Baqaa al-Fawqa, Baqaa al-Tahta et Talibiyya. Don Joseph raconte que, commencés au matin du 14 mai, les combats durèrent 60 heures pour ne s'arrêter qu'au soir du 16, et que les bâtiments changèrent à plusieurs reprises de mains. La ville tout entière était devenue un seul et unique front.

Les forces juives, nettement supérieures en hommes et en armes, prirent toutefois le dessus, et les défenseurs palestiniens furent contraints de se replier à l'intérieur des remparts de la vieille ville, désormais encerclée au nord, à l'ouest et au sud, cette dernière direction étant aux mains de la Haganah, après que celle-ci eut pris le contrôle du quartier de Abou Tor.

Alors commença la troisième phase de l'occupation de Jérusalem, qui devait s'achever par celle de la vieille ville *intra muros* où la Haganah avait réussi à maintenir, sous protection britannique, 250 soldats postés dans le quartier juif, à proxi-

mité du Mur des Lamentations et de l'esplanade des Mosquées. Lorsque les soldats du mandat se retirèrent, la direction des troupes sionistes déclencha l'opération Schifon : les soldats juifs postés à l'intérieur de la ville devaient occuper les positions anglaises évacuées, plastiquer les maisons arabes proches du quartier juif pour priver de couvert les éventuels attaquants et enfin s'élancer à partir des nouvelles positions prises aux Anglais pour conquérir les quartiers arabes.

Mais cette force était réduite et il fallait la renforcer. Aussi les unités du Palmach et de la Haganah commencèrent-elles à se masser sous les remparts en vue de donner l'assaut. L'attaque de Bab al-Khalil, l'une des portes des remparts, fut confiée à la Haganah, tandis que le Palmach entreprit d'occuper, au sud-ouest, la colline de Nabi Daoud. Cette hauteur, à proximité des remparts, permettait de surplomber l'ensemble de la vieille ville. L'attaque contre Bab al-Khalil fut repoussée, mais le Palmach, commandé par Yitzhak Rabin, parvint, après des combats acharnés, à prendre Nabi Daoud.

Le 18 mai, ordre fut donné au Palmach de faire la jonction avec les soldats juifs présents à l'intérieur de la ville. La porte al-Sour, dans les remparts, fut plastiquée, et des renforts juifs forts de 90 hommes et chargés de vivres et de munitions, ainsi que le rapporte Rabin dans ses Mémoires, parvinrent à pénétrer dans la ville.

Ce même jour, Ahmad Hilmi pacha, le seul membre du comité national encore présent dans la ville, appela l'officier jordanien Hazaa al-Majali à Amman : « Si vous ne venez pas à notre secours, Jérusalem tombera définitivement aux mains des juifs ». Majali transmet immédiatement la nouvelle au roi Abdallah. À trois heures du matin, nouvel appel de Hilmi : « Nous vous conjurons au nom de Dieu de venir à notre secours et d'éviter à la ville et à sa population une chute certaine. »

Majali repartit immédiatement vers le palais royal.

« Je savais que le roi devait se lever pour la prière de l'aube... je lui rapportai la teneur de l'appel de Hilmi pacha. Sa Majesté prit immédiatement des contacts pour s'enquérir de la situation à Jérusalem. À quatre heures et demie, elle me demanda de l'accompagner en voiture au domicile de Tawfiq Abou al-Houda, le premier ministre. L'aide de camp frappa à la porte et annonça la visite du roi, et Abou al-Houda accourut nous accueillir... Le roi lui annonça le sort de Jérusalem si la ville n'était pas secourue par l'Armée arabe [transjordanienne]. Abou al-Houda répondit que, bien que conscient de la gravité de la situation, il estimait que toute intervention militaire

à Jérusalem irait à l'encontre de ses accords avec Bevin. Mais le roi ne démordit pas : il fallait sauver Jérusalem coûte que coûte... À la suite de quoi, le premier ministre se mit en contact avec le chef d'état major [l'anglais Glubb pacha] et une réunion fut convoquée au Palais, qui prit la décision d'intervenir à Jérusalem. »

C'est ainsi que le 19 mai, la vieille ville échappa à une occupation certaine et qu'elle demeura entre les mains des Arabes jusqu'au 6 juin 1967, date à laquelle elle fut occupée par l'armée d'Israël, avec à sa tête... Yitzhak Rabin.

ONZE MINUTES APRÈS LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT JUIF TRUMAN RECONNAÎT ISRAËL

Les élections présidentielles eurent lieu en 1948 aux États-Unis. C'est le 8 mars, après une période d'hésitation, que Truman décida de briguer un second mandat.

Originaire du Missouri, l'avocat Clark Clifford était alors l'homme de confiance du Président qui l'avait nommé conseiller pour les affaires intérieures avant de le charger également du dossier palestinien et des relations avec la communauté juive. Acquis aux vues sionistes, Clifford pressait le Président d'adopter les positions de l'Agence juive et de ne pas tenir compte des positions de la partie arabe. Or Clifford était dans l'ignorance quasi totale des affaires palestiniennes. C'est ainsi que le 6 mars, il recommanda à Truman de déclarer que les Arabes étaient les agresseurs et d'autoriser les citoyens américains à s'enrôler dans les forces juives pour défendre le partage et empêcher la « chute » des Lieux saints chrétiens aux mains de « musulmans fanatiques ». Dans un autre rapport adressé à Truman le 8 mars, Clifford affirmait qu'il ne fallait pas céder sur le partage, que si les Américains avaient besoin du pétrole arabe, les Arabes avaient encore plus besoin des revenus du pétrole versés par les Américains et que les États-Unis ne devaient pas se ridiculiser en donnant l'impression « d'avoir peur » des menaces « de tribus nomades du désert »...

Le 13 mars, alors que les nouvelles du projet de tutelle internationale sur la Palestine et d'un éventuel revirement de la position américaine commençaient à se propager, Eddie Jacobson, un vieil ami de Truman, arriva subitement dans la capitale fédérale. Les deux hommes s'étaient connus durant la Première Guerre mondiale. Jacobson avait servi sous les ordres de Truman, alors colonel dans l'armée américaine, et une solide amitié était née entre eux, qui se mua en relations d'affaires : avant de pénétrer dans l'arène politique, Truman avait été dans les années vingt l'associé de Jacobson dans un magasin de vêtements à Kansas City.

Ce 13 mars donc, arguant de leur vieille amitié, Jacobson demanda et obtint une audience immédiate du Président. Le but de la visite : fixer une audience pour Haïm Weizmann, venu à New York pour suivre les développements de la situation à l'ONU. La rencontre eut lieu le 18 mars, sans que le département d'État en fut averti. Elle fut entourée de la plus grande discrétion, et Weizmann, pour éviter les journalistes, entra à la Maison Blanche par une porte de service. Quant aux résultats des discussions, les comptes rendus faits par l'un et l'autre des interlocuteurs laissent perplexes. Relatant l'entrevue, Truman raconte dans ses Mémoires : « Lorsque le Dr Weizman eut quitté mon bureau, j'eus le sentiment qu'il avait parfaitement compris ma politique tout comme j'avais parfaitement compris ses souhaits ». Mais Abba Eban, qui accompagnait Weizmann à New York, rapporte de son côté : « Le Président a pris devant son hôte l'engagement précis d'œuvrer à la création et à la reconnaissance d'un État juif auquel serait rattaché le Néguev »...

Le lendemain 19 mars, le délégué américain aux Nations unies, Warren Austin, ignorant des développements de la veille, prononça son discours devant le Conseil de sécurité. Il affirma que le partage était impraticable et que le département d'État avait adopté, avec l'aval de Truman, le principe de l'instauration d'un régime de tutelle internationale sur la Palestine.

Ce même jour, Truman convoqua son conseiller Clifford. Dans ses Mémoires, celui-ci rapporte qu'il trouva le Président furieux et que ce dernier le chargea « de passer un savon aux experts des affaires étrangères aux troisième et quatrième étages de la maison » ! Clifford ajoute que Truman, malgré sa très grande colère, ne lui demanda toutefois pas de donner de nouvelles instructions pour appuyer le partage. Truman voulait éviter une crise avec le général Marshall, son secrétaire d'État aux affaires étrangères.

Toujours le 19 mars, le juge Sam Rosenman arriva à son tour à la Maison Blanche, pour participer comme il en avait l'habitude à une réunion informelle de préparation de la campagne présidentielle. Truman demanda à son hôte s'il connaissait le Dr Weizmann. Rosenman ayant répondu par l'affirmative, le Président lui demanda de lui transmettre dans le plus grand secret le message suivant : Le Président, qui n'était pas au courant du discours du délégué américain devant le Conseil de sécurité, confirmait l'intégralité des propos qu'il avait tenus devant Weizmann quant à « l'appui total » américain au partage. Les semaines suivantes, les échanges continuèrent, Rosenman faisant dans le plus grand secret la navette entre

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

Truman et Weizmann. Et, fin mars, alors que les diplomates arabes commençaient à arriver à New York, convaincus que le partage était mort et enterré, l'Agence juive annonça à Tel-Aviv que les préparatifs avaient commencé en vue de la constitution d'un gouvernement de transition de l'État juif.

Le 1^{er} avril, le Conseil de sécurité se réunit pour étudier la demande américaine de la convocation de l'Assemblée générale pour remplacer le partage par une tutelle internationale. Le 16 avril, l'Assemblée prit connaissance d'un projet américain détaillé de tutelle, inspiré du régime spécial de Jérusalem, tel que défini dans le cadre du plan de partage.

C'est durant cette même période que la chute de Qastal, le massacre de Deir Yassin et la défaite de Qawoujji eurent lieu. Le 23 avril, après les chutes de Tibériade et Haïfa, Truman envoya, par le truchement de Rosenman, un message urgent à Weizmann. Abba Eban en dévoile la teneur dans ses Mémoires : Truman signalait à son interlocuteur qu'il reconnaîtrait immédiatement l'État juif si ce dernier était proclamé, et ce, pour prendre de court les débats en cours à l'ONU. Ainsi, ajoutait-il, le nouvel État serait doté d'une légitimité lui permettant de faire face aux dangers qui menacent son existence. Et Truman concluait par une condition : Weizmann serait son seul interlocuteur dans cette affaire, en vertu de quoi le Président lui demandait de ne pas quitter New York.

L'offre de Truman tombait à point. Il y avait de très fortes chances que l'ONU renonce au partage, et certains milieux juifs américains, inquiets pour l'existence de l'État s'il était attaqué par les armées arabes, conseillaient de ne pas proclamer la naissance d'Israël dès la fin du mandat.

Weizmann apprécia à sa juste mesure l'importance de l'engagement de Truman. Aussi, quand Ben Gourion le contacta pour le consulter sur l'éventualité d'un report de la proclamation, Weizmann lui répondit « Proclamez la naissance de l'État quelles qu'en soient les conséquences ».

Le 8 mai, Moshe Shertok, le représentant de l'Agence juive à l'ONU, rencontra le secrétaire d'État Marshall qui lui conseilla de ne pas proclamer l'État juif. Ébranlé, Shertok décida de partir pour la Palestine afin de transmettre à sa direction le « conseil » de Marshall, mais Weizmann le rattrappa à l'aéroport et lui dit : « Moshe, il ne faut pas qu'ils faiblissent. C'est maintenant ou jamais ».

Il ne restait plus qu'une semaine avant la fin du mandat.

Le 7 mai, lors de sa réunion quotidienne avec Truman, Clifford soumit au Président un projet de déclaration pour sa conférence de presse, le 13 mai : prenant acte de la fin du

mandat le 14 mai à minuit, Truman annoncerait sa détermination à reconnaître l'État juif. Le Président n'était pas opposé à la suggestion, mais il ne pouvait ignorer la forte opposition de Marshall au projet. Il lui téléphona sur le champ pour lui faire part de la suggestion de Clifford, mais Marshall ne démordit pas. Alors le Président lui fixa rendez-vous avec Clifford et le sous-secrétaire d'État Robert Lovelt ; puis se tournant vers Clifford : « Je veux que tu prépares une plaidoirie précise et argumentée en faveur de la reconnaissance de l'État juif, comme si tu avais à plaider devant la Haute Cour de justice ».

Le 12 mai, les quatre hommes se rencontrèrent dans le bureau ovale. Truman ne prononça pas un mot, laissant à Lovelt le soin de défendre le projet. Lovelt prit la parole : l'Agence juive, qui se comportait avec une arrogance grandissante, misant sur ses succès militaires et sur l'accord secret conclu avec la Transjordanie, ne songeait pas le moins du monde à conclure une trêve avec les Palestiniens. Marshall intervint à son tour. Il dénonça le comportement de l'Agence et rappela qu'il avait rencontré Shertok le 8 mai pour lui dire de ne pas compter sur l'aide des États-Unis et l'avertir des dangers d'une politique à courte vue fondée sur des victoires militaires ponctuelles.

Truman, qui était demeuré silencieux, fit alors signe à son conseiller. Clifford expliqua que toute trêve était impossible en Palestine, que le projet de tutelle internationale n'était pas pratique et qu'il conseillait avec force de reconnaître l'État juif dès la fin du mandat. Puis il énuméra les arguments en faveur de sa recommandation : le peuple juif attendait depuis trente ans l'accomplissement de la déclaration Balfour ; les États-Unis avaient une dette à l'égard des juifs qui avaient subi tant de malheurs durant la Deuxième Guerre ; la démocratie n'existait pas dans le monde arabe ; la création d'un État juif et démocratique servirait de base d'appui pour la politique américaine au Proche-Orient.

Relatant cette réunion dans ses Mémoires, Clifford raconte qu'à ce moment, Marshall, rouge de colère, explosa : « Monsieur le Président, je croyais que vous aviez convoqué cette réunion pour discuter d'un problème extrêmement délicat de politique étrangère. Je ne comprends pas la présence ici de M. Clifford qui est votre conseiller pour les affaires intérieures. » Truman rétorqua : « Il est là, Monsieur le général, car je le lui ai demandé ». Mais Marshall ne se laissa pas démonter : « Les considérations avancées par M. Clifford sont sans relation avec la question qui nous préoccupe. Et je crains

que sa présence ne s'explique que par des considérations de politique intérieure, qui ne devraient en aucun cas jouer dans cette affaire. »

Lovelt intervint alors : « Reconnaître l'État juif avant même sa proclamation et alors que la question palestinienne est au centre des débats de l'ONU portera le plus grand tort à cet organisme, ainsi qu'au prestige du président des États-Unis, dans la mesure où il apparaîtra clairement que ce geste ne vise qu'à gagner les voix juives aux prochaines élections présidentielles. » Et Marshall, toujours en colère ajouta : « Monsieur le Président, si vous suivez les conseils de Clifford, je voterai contre vous aux présidentielles. »

Ces derniers mots firent l'effet de la foudre. Marshall, symbole de la continuité de la politique étrangère américaine, principal artisan de l'édification du front occidental contre l'URSS à l'orée de la guerre froide, menaçait en substance de démissionner et d'entraîner par son départ la chute de l'administration Truman. Clifford s'empressa de retirer son projet de déclaration lors de la conférence de presse du Président. Puis Truman se tourna vers Marshall : « Je comprends votre position, mon général, et j'ai plutôt tendance à aller dans votre sens »...

Marshall et Lovelt sortis, Truman se tourna vers Clifford et lui dit : « Tu as fait tout ce que tu pouvais ». Mais ce dernier lui répondit que tout n'était pas fini et qu'il souhaitait faire une autre tentative. Truman lui donna raison mais lui recommanda la prudence car « il [Truman] ne pouvait se passer de Marshall ».

Le 13 mai, Lovelt tenta à plusieurs reprises de persuader Clifford de remettre *sine die* la reconnaissance, mais Clifford demeura inébranlable ; Lovelt proposa alors que les États-Unis reconnaissent l'État juif *de facto* et non *de jure*, mais il échoua encore. Le soir du 13, Truman tint comme prévu sa conférence de presse ; et lorsque l'un des journalistes l'interrogea pour savoir quelle serait sa position si la naissance d'Israël était proclamée, le Président répondit : « Je traverserai ce pont lorsque je l'aurai atteint ».

Le 14 mai, des informations firent état de la proclamation de l'État juif à minuit, heure de Tel-Aviv, soit à 18 heures, heure de Washington. Ayant essayé tout au long de cette matinée d'obtenir, via Lovelt, l'approbation de Marshall, Clifford appela sans plus attendre Eliahou Epstein, le représentant de l'Agence juive à Washington. Il fallait envoyer une lettre officielle à Truman pour lui demander officiellement la reconnaissance de l'État juif par les États-Unis. Peu au fait des pro-

cédures juridiques, Epstein fut embarrassé par la mission. Clifford le mit alors en contact avec deux avocats juifs de Washington, Benjamin Cohen et David Guinzburg. Le projet de lettre fut ainsi préparé, mais un point demeurait en suspens : personne ne savait encore comment s'appellerait le nouvel État... Les avocats décidèrent de le désigner par « État juif ». Puis le document fut confié à un émissaire. En route, celui-ci entendit dans sa voiture la radio annoncer que l'État s'appellerait Israël. Il se gara immédiatement, sortit le document, biffa *État juif* et le remplaça par *Israël*.

Pendant ce temps, Clifford continuait de faire le siège de Lovelt pour obtenir l'approbation de Marshall. Il lui annonça que Truman venait de recevoir une demande officielle pour reconnaître l'État juif et que le Président entendait prendre sa décision définitive dans l'après-midi. Si Marshall ne pouvait accepter cette reconnaissance, accepterait-il au moins de s'engager à ne pas s'y opposer publiquement ? Lovelt répondit à 16 heures : Marshall désapprouvait la décision, mais il ne s'y opposera pas publiquement. À 17 h 30, Lovelt rappela encore Clifford : la reconnaissance pourrait-elle être remise à 22 heures, lorsque la séance de l'Assemblée générale de l'ONU sera levée ? Clifford prétendit qu'il allait consulter le Président, attendit trois minutes, et rappela Lovelt pour lui dire que la demande était refusée !

À 17 h 45, Clifford entra en contact avec Dean Rusk, un haut fonctionnaire du département d'État. Il lui demanda de dire à Warren Austin, le délégué américain à l'ONU, que le Président s'apprêtait à reconnaître Israël dans quinze minutes. Rusk en fut abasourdi : les délégués américains œuvraient à gagner les voix des pays membres pour le vote d'une tutelle internationale et l'annonce était en parfaite contradiction avec ce qu'ils s'efforçaient d'accomplir depuis des semaines. Mais il céda à la demande de Clifford. Aussitôt averti par Rusk, Austin entra dans une fureur telle qu'il quitta le bâtiment des Nations unies et rentra à son domicile sans même annoncer la nouvelle à ses collègues de la délégation américaine.

L'un de ces derniers, Francis Sayre, défendait d'ailleurs à la tribune le projet de tutelle lorsque des rumeurs commencèrent à circuler dans les travées, annonçant la reconnaissance d'Israël par Truman. Elles suscitèrent le fou-rire des délégués. Mais ce n'était pas un canular... Et les réactions au revirement américain ne tardèrent pas.

Le délégué de Cuba fit un esclandre. Il voulait monter à la tribune pour annoncer le retrait de son pays de l'ONU, en protestation contre le comportement cavalier de Truman à

LA CONQUÊTE DE LA PALESTINE

l'égard de cette institution. Le même jour, Dean Rusk, comme il le raconte dans ses Mémoires, se précipita à New York pour convaincre la totalité des membres de la délégation américaine de revenir sur leur démission collective...

Truman reconnut l'État d'Israël à 18 h 11, soit onze minutes après la proclamation de l'État juif à Tel-Aviv.

« Détail » de la plus haute gravité, Truman ne précisa pas les frontières de l'État qu'il venait de reconnaître... Et dans son Journal, à la date du 14 mai 1948, Ben Gourion écrivit : « Prenons l'exemple de la Déclaration d'indépendance des États-Unis. Elle ne fait pas état de frontières terrestres [i.e. non maritimes]. Nous aussi, nous ne sommes pas obligés de délimiter les nôtres ».